

**BANQUE DES ETATS  
DE  
L'AFRIQUE CENTRALE**

**COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER  
DE LA  
REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE  
\*\*\*\*\***

**Session du 14 mars 2022**



**RAPPORT DE CONJONCTURE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31  
DECEMBRE 2021 ET PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN TERMES**

# SOMMAIRE

<b>LISTE DE GRAPHIQUES .....</b>	<b>3</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE .....</b>	<b>5</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL .....</b>	<b>7</b>
<i>Conjoncture économique internationale .....</i>	<i>7</i>
<i>Marchés des produits de base .....</i>	<i>9</i>
<b>CONDITIONS MONETAIRES ET FINANCIERES.....</b>	<b>11</b>
<i>Marché des changes .....</i>	<i>12</i>
<b>II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2021 .....</b>	<b>13</b>
A. <i>Secteur réel et prix.....</i>	<i>15</i>
B. <i>Finances publiques .....</i>	<i>29</i>
C. <i>Secteur extérieur.....</i>	<i>31</i>
D. <i>Evolution des agrégats monétaires.....</i>	<i>31</i>
2. <i>Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties.....</i>	<i>33</i>
E. <i>Situation comptable de la banque centrale .....</i>	<i>33</i>
F. <i>Situation bancaire.....</i>	<i>34</i>
G. <i>Evolution du marché monétaire et titres publics.....</i>	<i>36</i>
<b>III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2022-2024) .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>42</b>

## LISTE DE GRAPHIQUES

Graphique 1 : Indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC.....	10	
Graphique 2 : Contributions à la croissance de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC.....	10	
Graphique 3 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US en moyenne mensuelle .....	12	
Graphique 4 : Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale (%) .....	15	
Graphique 5 : Tendances de la production de cacao en Guinée Équatoriale (1996-2022).....	19	
Graphique 6 : Évolution mensuelle de la production de bois en grume (volume en mètres cubes) .	19	
Graphique 7 : Exportation du bois	graphique 8 : Exportations du bois.....	20
Graphique 9 : Evolution de la production de thon (volume en tonnes) .....	21	
Graphique 10: Évolution du pétrole brut .....	22	
Graphique 11 : Évolution du pétrole condensat .....	22	
Graphique 12 : Évolution du Gaz National Liquéfié .....	24	
Graphique 13 : Évolution du Méthanol.....	24	
Graphique 14 : Évolution de la production de gaz (en barils équivalent pétrole) .....	25	
graphique 15 : transformation de bois	graphique 16: transformation de bois .....	25
Graphique 17 : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %) .....	28	
Graphique 18 : Évolution des Finances Publiques.....	30	
Graphique 19 : Évolution de la balance courante 2015-2021 .....	31	
Graphique 20 : évolution trimestrielle du volume des transactions interbancaires (millions de FCFA) .....	39	

<i>Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2020-2022)</i> .....	8
<i>Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et financiers</i> .....	14
<i>Tableau 3 : Contribution de la demande à la croissance réelle</i> .....	16
<i>Tableau 4 : Contributions des secteurs à la croissance réelle</i> .....	17
<i>Tableau 5 : Distribution sectorielle des affiliés</i> .....	29
<i>Tableau 6 : Principaux indicateurs économiques et financiers 2010-2024</i> .....	42
<i>Tableau 7 : Évolution de la production de bois en grume (volume en m3)</i> .....	43
<i>Tableau 8 : Évolution de l'exportation de bois en grume (volume en m3)</i> .....	43
<i>Tableau 9 : Évolution de la transformation de bois en grume (volume en m3)</i> .....	43
<i>Tableau 10 : Évolution de la production du pétrole (volume en barils)</i> .....	44
<i>Tableau 11 : Évolution de la production du pétrole brut (volume en barils)</i> .....	44
<i>Tableau 12 : Évolution de la production du pétrole condensat (volume en barils)</i> .....	44
<i>Tableau 13 : Évolution de la production du LNG (volume en BEP)</i> .....	45
<i>Tableau 14 : Évolution de la production du méthanol (volume en BEP)</i> .....	45
<i>Tableau 15 : Évolution de la production d'autres gaz butane, propane, LPG mixte (Volume en BEP)</i> .....	46
<i>Tableau 16 : Évolution de la production mensuelle de boisson en Guinée Equatoriale (en hectolitres)</i> .....	48
<i>Tableau 17 : Évolution du secteur hôtelier en Guinée Equatoriale</i> .....	50
<i>Tableau 18 : Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)</i> .....	50
<i>Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets</i> .....	51
<i>Tableau 20 : Evolution des créances nettes sur l'Etat (en millions FCFA)</i> .....	52
<i>Tableau 21 : Evolution des crédits à l'économie (en millions FCFA)</i> .....	52
<i>Tableau 22 : Evolution et structure de la masse monétaire (en millions FCFA)</i> .....	53
<i>Tableau 23 : Situation comptable</i> .....	54
<i>Tableau 24 : Operations principales d'injections de liquidité - septembre 2021 (en millions FCFA)</i> .....	56
<i>Tableau 25 : Evolution mensuelle de l'encours globale des injections de liquidité (en millions FCFA)</i> .....	57
<i>Tableau 26 : Titres publics émis (en millions FCFA)</i> .....	58
<i>Tableau 27: Titres publics émis (en millions FCFA)</i> .....	59

## VUE D'ENSEMBLE

### *Environnement économique international*

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en janvier 2022, par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale est estimée à 5,9% en 2021, après une récession de 3,1% en 2020, pour revenir ensuite à 4,4% en 2022.

Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité pour les économies avancées s'est situé à 5,0%, après une contraction de 4,5% en 2020, et progresserait de 3,9% en 2022. Pour les pays émergents et en développement, le PIB réel est remonté à 6,5% en 2021 contre -2,0 % en 2020 et devrait s'établir à 4,8% en 2022. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel est remonté à 4,0% en 2021 et à 3,7% en 2022, contre -1,7% en 2020.

S'agissant des prix, dans les pays avancés, une remontée de l'inflation de 3,1% a été enregistré en 2021, contre 0,7% en 2020, et devrait s'établir autour de 3,9% en 2022. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'est située à 5,7% en 2021 après 5,1% enregistrée en 2020, et devrait se maintenir en hausse de 5,9% en 2022.

Le commerce mondial devrait ralentir en 2022 et 2023, à l'instar du rythme global de l'expansion. En supposant que la pandémie se calme en 2022, les problèmes d'approvisionnement devraient s'atténuer cette année. Le fléchissement connexe de la demande mondiale de biens contribuera également à combler les déséquilibres. Le commerce transfrontalier des services, en particulier le tourisme, devrait rester modéré.

Sur le plan *Régional*, les prévisions de la BEAC pour l'année 2021 tablent sur: i) un taux de croissance du PIB réel de +1,9% contre - 1,7% en 2020, porté principalement par un rebond de la croissance non pétrolière, ii) un relâchement des pressions inflationnistes à 1,7% en 2021, contre 2,6% un an plus tôt, iii) un maintien du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris, à 2,0% du PIB en 2021, et un recul du solde du compte courant à -3,0 % du PIB en 2021, contre - 4,3% du PIB en 2020.

Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire aurait accru de 12,6% en 2021 contre 11,1% douze mois plus tôt, et les avoirs extérieurs auraient chuté de 34,7% après -31,3% en 2020. Le taux de couverture extérieure de la monnaie aurait passé de 63,6% en 2020 à 68,4% en 2021 et les réserves de change auraient revenu à 3,72 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2021, contre 3,82 mois en 2020.

### *Conjoncture économique nationale*

D'après les estimations de la BEAC, la Guinée Equatoriale a enregistré un regain d'activité en 2021, après huit années consécutives de récession. En effet, l'année 2021 a ainsi été baptisée d'année gazière, en raison des très bonnes performances attendues dans la production et les exportations de

gaz, en particulier du GNL. Cependant, l'optimisme affiché en début d'année a été revu à la baisse, du fait de la contreperformance du projet gazier Backfeeling, suite à une réalisation maintenue en dessous des prévisions initiales.

En effet, le taux de croissance du PIB est estimé à 0,8% en 2021, soit une révision à la baisse par rapport à la prévision initiale (+2,0%), contre une - 4,8% en 2020.

La gestion des finances publiques au 30 septembre 2021 s'est soldée par un excédent budgétaire de 173,3 milliards de FCFA, contre un déficit de 31,6 milliards de FCFA au 30 septembre 2020.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, a progressé de 1,4% du PIB en 2021, après une contraction de -1,8% du PIB en 2020, en raison notamment de l'amélioration du solde de la balance commerciale.

### ***Perspectives économiques à court et moyen termes (2022-2024)***

Les perspectives de l'économie équato-guinéenne pour la période 2022-2024 seraient caractérisées par les contreperformances du secteur pétrolier et la bonne tenue du secteur non pétrolier. En effet, le recul des activités extractives du pétrole l'emporterait sur la dynamique des activités gazières qui devraient décroître qu'à partir de l'année 2023. Le secteur non pétrolier renouerait avec une croissance positive sur la période sous revue, avec dynamisme que l'on observe depuis quelques années dans la pêche industrielle, notamment la pêche du thon dont la Guinée Equatoriale est l'une des principales réserves mondiales. Ainsi, les projections à moyen terme révisées par les services de la BEAC tableraient sur un taux de croissance du PIB réel de 1,8% en 2022, de -1,39 en 2023 et de -2,5% en 2024.

# I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

## CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Selon le Fonds Monétaire International (FMI)<sup>1</sup>, la croissance de l'économie mondiale est estimée à 5,9 % en 2021, après une récession de 3,1% en 2020, et devrait s'établir à 4,4 % 2022.

Le regain d'activité en 2021 est sur la base de: *i*) l'élargissement de la couverture vaccinale à l'échelle mondiale, *ii*) la consolidation des mesures de soutien budgétaire dans plusieurs pays, et *iii*) l'adoption des politiques monétaires accommodantes, destinées à favoriser des conditions monétaires propices à la reprise de l'activité.

Par espace géographique, **le taux de croissance réel** de l'activité pour les *économies avancées* s'est situé à 5,0 % en 2021, après une contraction de -4,5 % en 2020, et progresserait de 3,9 % en 2022. Pour *les pays émergents et en développement*, le PIB réel est remonté à 6,5 % en 2021 contre -2,0 % en 2020 et devrait s'établir à 4,8 % en 2022. En *Afrique subsaharienne*, le taux de croissance du PIB réel s'est arrêté à 4,0 % en 2021 contre -1,7 % en 2020 et deviendrait à 3,7% en 2022.

S'agissant des pays avancés, aux *États-Unis*, la croissance du PIB se situe à 5,6 % en 2021, contre -3,4 % en 2020 et devrait s'établir à 4,0% en 2022. Pour la *Zone euro*, le taux de croissance s'est établi à 5,2% en 2021 et 3,9% en 2022, contre -6,4 % en 2020.

Dans *les principales économies émergentes et en développement*, la croissance du PIB de la *Chine* a été révisé hausse de 8,1% en 2021, après une croissance de 2,3% en 2020 et ressortirait de 4,8% en 2022. En *Inde*, la croissance passerait de -7,3% en 2020, pour ressortir à 9,0% en 2021 et 2022.

En *Afrique Subsaharienne*, la croissance de *l'Afrique du Sud*, a progressé de 4,6% en 2021 contre -6,4% en 2020 et se situerait à 1,9% en 2022. Au *Nigeria* la croissance serait de 3,0% en 2021 et 2,7% en 2022, après une décroissance de 1,8% en 2020.

**Le commerce mondial** devrait ralentir en 2022 et 2023, à l'instar du rythme global de l'expansion. En supposant que la pandémie se calme en 2022, les problèmes d'approvisionnement devraient s'atténuer cette année. Le fléchissement connexe de la demande mondiale de biens contribuera également à combler les déséquilibres. Le commerce transfrontalier des services, en particulier le tourisme, devrait rester modéré.

Sur le front des prix, **l'inflation** devrait rester élevée à court terme, atteignant en moyenne 3,9 % dans les pays avancés et 5,9 % dans les pays émergents et les pays en développement en 2022, avant de fléchir en 2023. En supposant que les anticipations d'inflation à moyen terme restent bien ancrées et que les effets de la pandémie s'atténuent, la hausse de l'inflation devrait ralentir à mesure

---

<sup>1</sup> Perspectives Economiques Mondiales, mises à jour janvier 2022

que les perturbations des chaînes d’approvisionnement s’estompent, que la politique monétaire se resserre et que la demande se rééquilibre au profit des services plutôt que de la consommation de biens. La rapide augmentation des prix du carburant devrait également s’atténuer en 2022–23, ce qui contribuera à juguler l’inflation globale.

**Au niveau des conditions monétaires et financières**, afin de limiter les répercussions négatives de la pandémie de coronavirus, la majorité des banques centrales des pays avancés, émergents et de l’Afrique subsaharienne ont prolongé leur politique monétaire accommodante. Néanmoins, l’élargissement de la couverture vaccinale devrait éclaircir les horizons et réduire l’incertitude.

**Tableau 1** : Principaux indicateurs de l’environnement international (2020-2022)

INDICATEURS <sup>2</sup> (en %, sauf indication contraire)	2020	2021	2022
Taux de croissance			
Economie mondiale	-3,1	5,9	4,4
Pays avancés	-4,5	5,0	3,9
Etats-Unis	-3,4	5,6	4,0
Japon	-4,6	1,6	3,3
Canada	-5,3	4,7	4,1
Royaume-Uni	-9,8	7,2	4,7
Zone Euro	-6,4	5,2	3,9
Allemagne	-4,6	2,7	3,8
France	-8,0	6,7	3,5
Italie	-8,9	6,2	3,8
Espagne	-10,8	4,9	5,8
Afrique Sub-saharienne	-1,7	4,0	3,7
Nigéria	-1,8	3,0	2,7
Afrique du Sud	-6,4	4,6	1,9
CEMAC	-1,7	1,6	3,3
Pays émergents et en développement	-2,0	6,5	4,8
Pays émergents et en développement d’Asie	-0,8	7,2	5,9
Chine	2,3	8,1	4,8
Inde	-7,3	9,0	9,0
Pays émergents et en développement d’Europe	-2,0	6,5	3,5
Russie	-3,0	4,5	2,8
Taux de croissance du commerce mondial	-8,2	9,3	6,0
Taux d’inflation			
Pays avancés	0,7	3,1	3,9
Pays émergents et en développement	5,1	5,7	5,9

**Sur le plan régional**, les données à haute fréquence recueillies par les services de la BEAC mettent en lumière une consolidation de la reprise du secteur réel des économies de la CEMAC au

<sup>2</sup> Taux de croissance annuel.

troisième trimestre 2021, dans un contexte de sortie laborieuse de la crise sanitaire, en dépit d'une incertitude toujours prononcée sur le plan international, et des problèmes sécuritaires dans certains pays de la Sous-région. En effet, l'Indicateur Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC s'inscrit en hausse de 6,4 % en glissement annuel à la fin du troisième trimestre 2021, contre -2,5 % un an auparavant. En glissement trimestriel, l'ICAE a maintenu une dynamique favorable reflétée par une nouvelle hausse de 0,7 % au troisième trimestre 2021, contre +0,9 % un trimestre plus tôt.

Dans le même temps, le niveau général des prix dans la CEMAC a connu une évolution relativement stable. Ainsi, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est replié à 1,8% à fin septembre 2021, contre 1,9 % un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,8 % à fin septembre 2020 à 2,0 % un an plus tard.

Pour l'année 2021, les services de la BEAC tablent sur : i) un taux de croissance du PIB réel de la Zone CEMAC de +1,6 % contre - 1,7 % en 2020, résultant de la dynamique des activités dans le secteur hors-pétrole, ii) une atténuation des tensions inflationnistes à 2,0 % en 2021, contre 2,4 % un an plus tôt, iii) une diminution du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris, de 2,0 % du PIB en 2020 à 1,7 % du PIB en 2021, et iv) une baisse du déficit du compte courant à 3,6 % du PIB contre 4,8 % du PIB un an plus tôt. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire croîtrait de 11,5 % en 2021 contre 11,1 % douze mois plus tôt et les avoirs extérieurs nets chuteraient de 21,4 % après -31,3 % en 2020. Le taux de couverture extérieure de la monnaie passerait de 63,6 % en 2020 à 64,8 % en 2021 et les réserves de change remonteraient à 3,71 mois d'importations de biens et services à fin décembre 2021, contre 3,66 mois en 2020.

A moyen terme, la reprise économique amorcée en 2021 devrait se poursuivre entre 2022 et 2024, dans un contexte de recul de l'incertitude au niveau mondial grâce aux avancées de la vaccination contre la COVID-19, associé aux gains à tirer des réformes structurelles engagées dans le cadre du PREF-CEMAC et des programmes de seconde génération avec le FMI. Ainsi, le taux de croissance réel de l'activité de la CEMAC se situerait à 3,3% en 2022, à 2,4% 2023 et à 3,0% en 2024, grâce principalement aux performances du secteur non pétrolier. Néanmoins, la production effective se maintiendrait toujours en dessous de la production potentielle tout en s'améliorant à moyen terme, malgré la rupture de tendance observée en 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19.

## **MARCHES DES PRODUITS DE BASE**

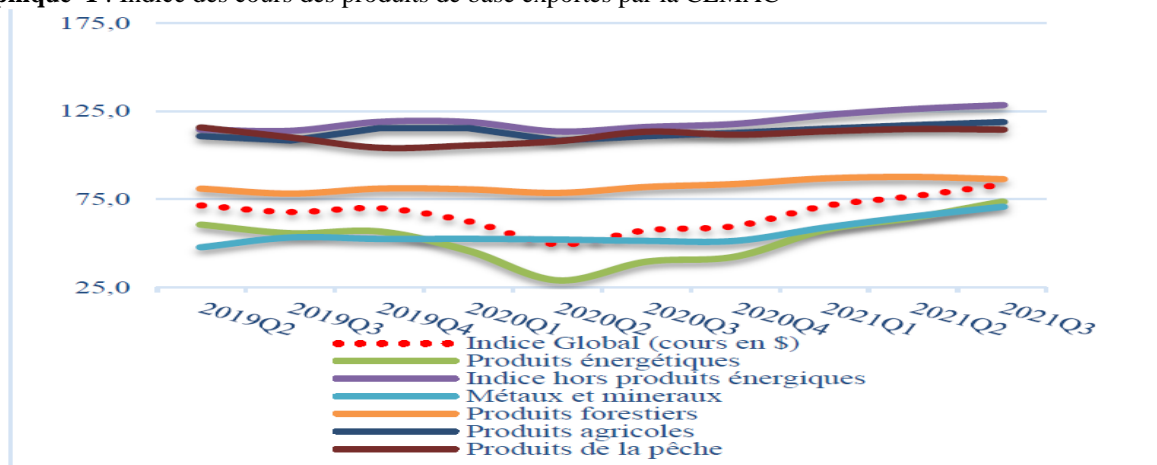
De manière générale, l'indice global s'est accru de 10,4 % au 4T 2021, après une hausse de 8,7 % au trimestre précédente, en relation étroite avec la forte croissance des cours du baril de pétrole et du gaz naturel sur les marchés internationaux.

Pour les produits énergétiques (pétrole et gaz), au 4T 2021, ils ont enregistré une hausse de leurs cours de l'ordre de 17,2% contre 14,0% au 3T. En effet, les cours du pétrole, principal produit d'exportation de la CEMAC, s'est élevé, en moyenne trimestrielle, à 78,3 \$/baril au 4T 2021, face à 71,7 \$/baril au trimestre précédent. Le cours de gaz naturel, est passé, en moyenne annuelle, de

10,7\$/mmbtu à 17,0\$/mmbtu entre 3T et 4T 2021. Par conséquent, leur indice des prix de produits énergétiques est passé de 73,7 au 3T 2021 à 86,5 au 4T 2021.

Par ailleurs, l'Indice hors produits énergétiques (*agricoles, forestières, métaux y minerais*), a régressé de 0,6% au 4T 2021, après une hausse de 1,8% au 3T 2021. Cette évolution est due à la baisse des prix au niveau de métaux et minéraux (-2,8% contre +8,4% au 3T 2021), des produits forestiers (-2,2%, après -1,4% au 3T 2021) et des produits de la pêche (-3,7%, face à -0,3% au 3T 2021). Par contre, au cours de la même période, les prix de produits agricoles ont progressé de 0,7% après 1,3% au 3T 2021.

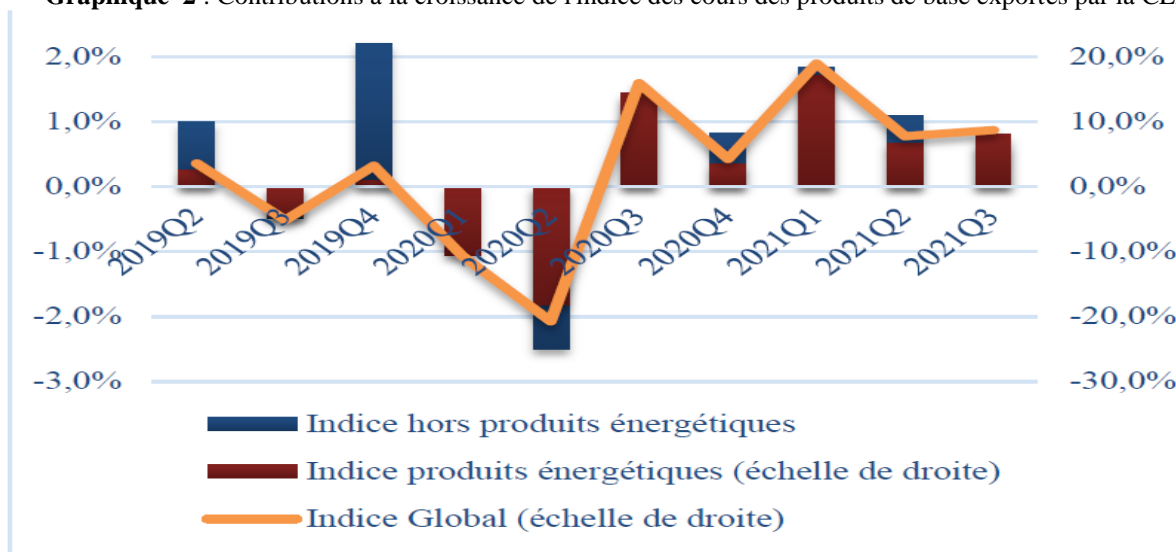
**Graphique 1** : Indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : BEAC

En terme de contribution absolue, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base a été largement portée par l'indice des prix des produits énergétiques (10,5%), l'indice des prix des produits non énergétiques ayant contribué négativement à hauteur de 0,1 %, du fait de la baisse des métaux et minéraux (2,8%).

**Graphique 2** : Contributions à la croissance de l'indice des cours des produits de base exportés par la CEMAC



Source : BEAC

## CONDITIONS MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

Les effets négatifs de la crise sanitaire de la Covid-19 étant encore présents, la majorité des banques centrales ont poursuivi leur politique monétaire accommodante.

En Chine, la Banque Populaire de Chine (PBoC) a poursuivi sa politique monétaire prudente, en conservant son taux de référence à un an des prêts bancaires à 3,85 % et son taux de référence à cinq ans à 4,65 %.

Aux Etats –Unis, le Comité de Politique Monétaire de la Fed (Federal Open Market Committee), dans son communiqué de presse du 15 décembre 2021, a décidé de réduire le rythme mensuel de ses achats nets d'actifs de 20 milliards USD pour les titres du Trésor et de 10 milliards USD pour les titres adossés à des créances hypothécaires d'agences, sur une enveloppe qui représente à ce jour 120 milliards USD. De même, le FOMC pourrait augmenter dès 2022 le taux directeur si l'inflation est supérieure à l'objectif pendant une durée suffisamment longue et si l'objectif d'emploi maximum est atteint.

Au Canada, la Banque Central (BdC), a décidé de maintenir son taux cible de financement à un jour à 0,25 %, le taux officiel d'escompte à 0,50 % et le taux de rémunération des dépôts à 0,25%.

En zone Euro, le Conseil des Gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), a continué d'estimer que des conditions de financement favorables peuvent être maintenues avec une réduction graduelle du rythme de ses achats nets d'actifs au titre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (pandemic emergency purchase programme, PEPP) au cours des trimestres avenir. Ainsi, le taux de refinancement est resté fixé à zéro, le taux de la facilité de dépôt à -0,5 % et le taux de facilité de prêt marginal à 0,25 %.

Pour les autres économies avancées, le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale du Japon (BoJ), réuni les 16 et 17 décembre 2021, a décidé de maintenir inchangé sa politique monétaire. Ainsi, il a décidé de garder son taux de dépôt à court terme à -0,1 %. Par ailleurs, la Banque d'Angleterre, (Bank of England ou BoE), a l'issue de sa réunion de politique monétaire du 16 décembre 2021, a décidé de relever le taux d'escompte de 0,15 point de pourcentage, à 0,25 %.

En Afrique subsaharienne, la plupart des banques centrales ont poursuivi l'orientation accommodante de leurs politiques monétaires. Ainsi, la Banque Centrale d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a maintenu inchangés ses taux directeurs. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité est resté à 2,00 % et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00 %. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, est quant à lui demeuré à 3,00 %.

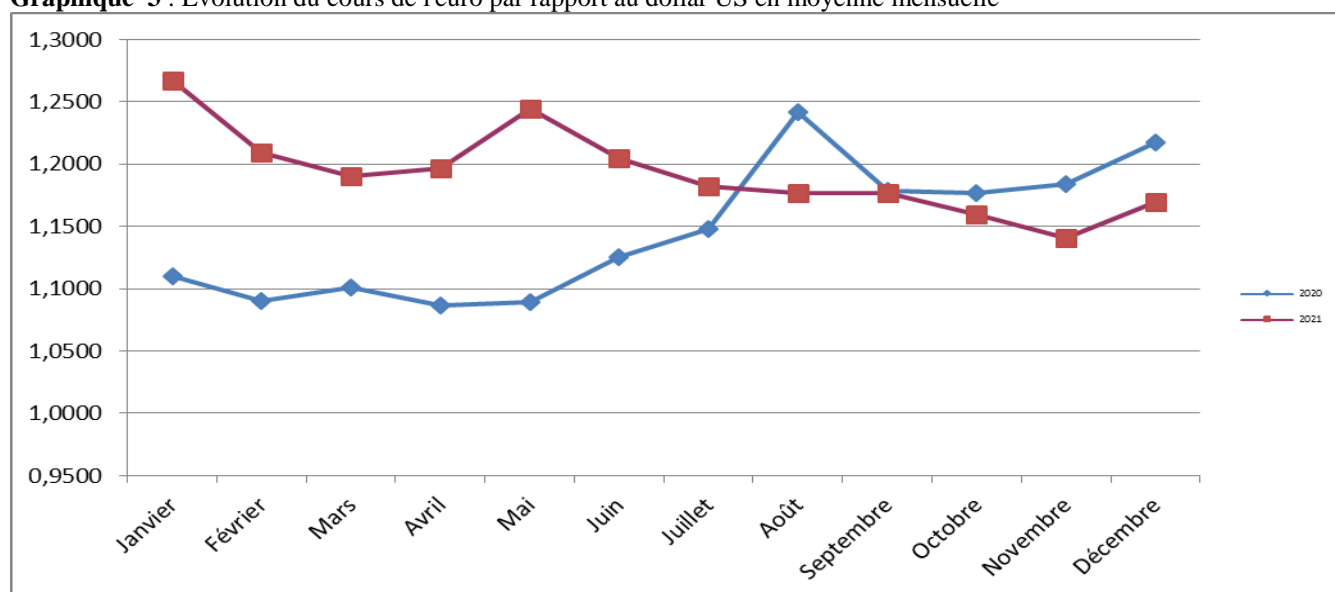
En Afrique du Sud, la *South African Reserve Bank* (SARB) a décidé le 23 septembre 2021, de maintenir son taux directeur à 3,50 %.

Le Comité de politique monétaire de la Banque Centrale du Nigeria (BCN), réuni les 16 et 17 septembre 2021, a décidé de conserver son principal taux d'intérêt directeur à 11,5 % et son coefficient des réserves obligatoires à 27,5 %.

## MARCHE DES CHANGES

Sur le *marché de changes*, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales monnaies au cours des mois passés. En effet, les investisseurs s'inquiètent de la reprise des confinements en Europe, du fait de la persistance de la pandémie de coronavirus, tandis que la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne continue de peser sur la devise américaine. Ainsi, depuis janvier 2021, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du dollar américain (4,68 %).

**Graphique 3** : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US en moyenne mensuelle



*Source* : Banque de France

## II. EVOLUTION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2021

D'après les estimations de la BEAC, la Guinée Equatoriale a enregistré un regain d'activité en 2021, après huit années consécutives de récession. En effet, l'année 2021 a ainsi été baptisée comme l'année gazière, en raison des très bonnes performances attendues dans la production et les exportations de gaz, en particulier du GNL. Cependant, les réalisations observées se sont maintenues en dessous des prévisions initiales.

En effet, le taux de croissance du PIB est estimé à 0,8% en 2021, soit une révision à la baisse par rapport à la prévision initiale (+2,0%), contre une croissance révisée de - 4,7% en 2020.

Ainsi en 2021, les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale sont:

- *Au plan externe:* *i)* la hausse des cours du pétrole brut équato-guinéen de 74,1% (37,5 dollar/baril en 2020 à 65,3 dollars/baril en 2021), et du gaz de 74,1% (178,5 dollar/tonne en 2020 à 310,8 dollar/tonne en 2021) ; *ii)* une dépréciation du dollar par rapport au FCFA de -3,6% (574,8 FCFA/\$ en 2020 à 554,2 FCFA/\$ en 2021), et *iii)* une amélioration des termes de l'échange de 59,9%;
  
- *Au plan interne:* *i)* la diminution de la production du pétrole brut de 17,3% (5,9 millions de tonnes en 2021 contre 7,1 millions de tonnes en 2020) ; *ii)* l'augmentation des exportations de Méthanol, GNL et Autres Gaz de 11,8% (133,5 milliers de barils/jour en 2020 à 150,9 milliers de barils/jour en 2021) *iii)* une hausse exponentielle des exportations de bois en grumes de 296,3% (210,6 milliers de m3 en 2021 contre 53,1 milliers de m3 en 2020); *iv)* une forte baisse des dépenses en capital de 29,8% (153,7 milliards FCFA en 2020 contre 107,9 milliards FCFA en 2021); *iv)* le dynamisme de la pêche industrielle, notamment la production de thon +12,7% (83,6 milliers de tonnes en 2021 contre 74,2 milliers de tonnes en 2020) et *v)* et un recul des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation moyenne annuelle estimé à -0,1% en 2021, en dessous de la norme communautaire de 3%.

**Tableau 2 : Principaux indicateurs économiques et financiers**

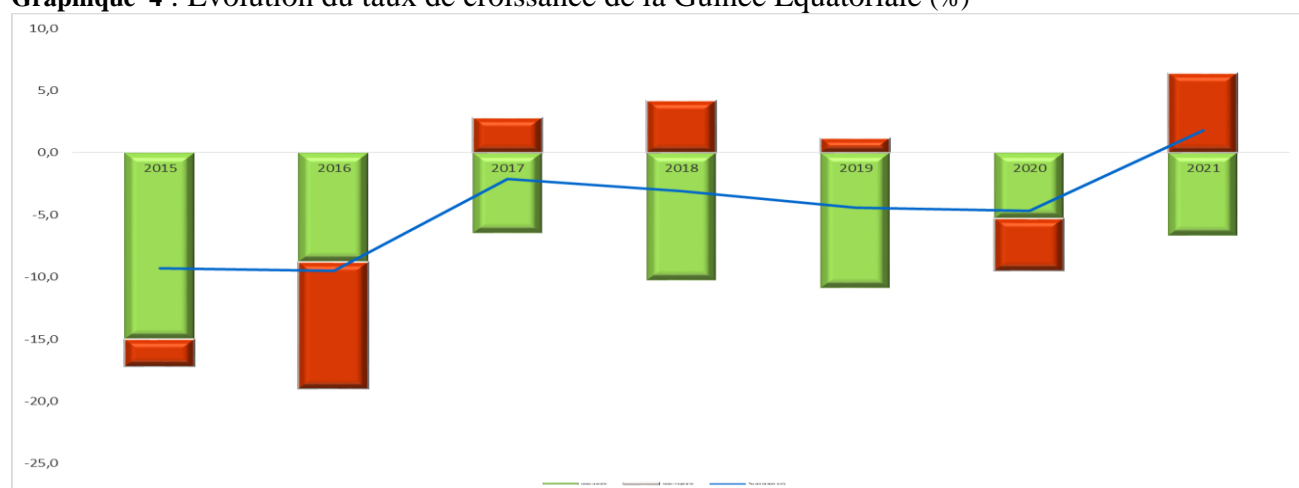
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	(Variations annuelles, en %)					0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Sb 82,4 \$
<b>PIB, prix et population</b>													
Taux de croissance (PIB global en termes	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,7	0,8	1,8
dont secteur pétrolier	-7,5	0,1	3,4	-7,7	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	-6,7	-0,9
secteur non pétrolier	2,5	11,9	15,7	0,9	-3,1	-2,2	-10,2	2,8	4,2	1,2	-4,2	6,5	3,6
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation (prix à la consommation - en moy	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	4,8	-0,1	1,3
<b>Finances publiques</b>													
Recettes totales	-9,8	32,5	12,1	-15,7	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9	27,0	-8,4
dont recettes pétrolières	-11,4	36,2	8,1	-14,2	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7	35,7	-18,5
recettes non pétrolières	8,4	-1,3	44,1	-17,9	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9	-0,3	34,5
Dépenses totales	-11,0	9,9	45,4	-17,3	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1	-10,4	17,2
dont dépenses courantes	31,5	10,3	62,9	6,9	-10,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-10,6	-3,4	24,1
dépenses en capital	-16,9	9,9	41,5	-23,4	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5	-30,6	57,6
<b>Monnaie et crédit</b>													
Avoirs extérieurs nets	-25,9	37,3	43,1	4,8	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-219,5	38,5	21,2
Crédits à l'économie	36,4	26,1	-15,3	33,6	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0	-3,0	-8,4
Créances nettes sur l'Etat	56,0	-105,7	8,5	-18,0	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	10,1	-29,5	45,8
Masses monétaires (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	16,3
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,5	-5,7	10,1
Taux de couverture extérieure (fin de péri	122,4	101,8	100,9	100,7	80,6	55,9	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7	6,9	18,7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB	3,04	2,96	2,24	2,21	2,63	2,88	3,17	3,35	3,63	4,08	4,35	4,71	4,30
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de péri	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,95	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25	3,50	3,50
<b>Secteur extérieur</b>													
Exportations, fob	27,0	16,7	10,2	-17,2	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	10,7	-7,3	-35,6	42,4	21,0
Importations, fob	54,5	-20,6	7,1	-3,5	-4,6	-23,1	-6,5	-11,4	-5,8	-21,0	-28,4	44,3	64,5
Termes de l'échange	25,0	38,4	-2,0	-3,0	-10,3	-46,5	-5,3	26,6	24,9	-6,6	-33,6	59,9	30,8
Variation des prix à l'exportation	32,8	42,7	5,4	-9,4	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5	67,6	41,3
Variation des prix à l'importation	6,2	3,1	7,6	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,7	-4,3	4,8	8,0
Taux de change effectif réel	(8,7)	0,5	-1,2	6,9	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des export	(8,7)	0,5	-1,2	7,0	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des import	1,2	2,4	-0,2	1,7	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis	(46,7)	(47,5)	-45,7	-55,8	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...	...	...
<b>Monnaie et crédit (Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)</b>													
Avoirs extérieurs nets	-58,4	41,6	62,4	6,4	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-15,7	-2,9	2,8
Avoirs intérieurs nets	107,2	-35,5	-6,8	0,5	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	8,7	3,3	13,5
Crédit intérieur net	113,4	-36,1	-2,3	2,3	34,4	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	6,1	-23,9	15,3
Créances nettes sur l'Etat	91,1	-50,7	7,9	-9,9	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1	-21,0	23,0
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22,3	14,7	-10,2	12,2	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0	-2,9	-7,6
Autres postes nets	-6,2	0,6	-4,5	-1,8	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	2,7	27,2	-1,8
Masses monétaires (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	16,3
<b>Comptes nationaux (Contribution à la croissance réelle, en %)</b>													
Produit intérieur brut	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,7	0,8	1,8
dont secteur pétrolier	-4,8	0,0	2,0	-4,3	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-5,1	-2,3	-2,9	-0,4
secteur non pétrolier	0,9	4,5	6,4	0,4	-1,4	-1,0	-4,9	1,3	2,1	0,6	-2,4	3,7	2,2
Demande intérieure brute	17,4	18,4	7,3	1,8	-1,8	-29,4	-6,7	-2,1	2,2	-7,5	-17,4	19,4	21,2
Consommation	24,2	14,3	-0,4	3,8	3,2	-22,8	5,9	-14,8	1,3	1,3	-15,0	18,8	22,2
Publique	0,9	0,5	7,2	1,7	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,7	-1,6	3,9
Privée	23,3	13,9	-7,6	2,2	5,8	-20,8	4,9	-14,9	0,5	0,5	-12,3	20,4	18,3
Investissements bruts	-6,8	4,1	7,7	-2,1	-5,1	-6,6	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,4	0,6	-1,0
Publics	-6,3	0,4	6,5	-5,1	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2	-0,1	1,3
Privés (Entreprises et ménages)	-0,5	3,7	1,2	3,0	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,1	-5,6	-1,2	0,7	-2,3
dont secteur pétrolier	-2,2	2,5	2,2	1,3	-3,7	-2,2	-1,0	8,3	-0,8	-5,4	-0,1	1,4	0,3
secteur non pétrolier	1,7	1,2	-1,1	1,7	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,1	-0,8	-2,5
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-21,4	-13,9	1,1	-5,7	1,1	20,1	-2,8	0,1	-5,2	3,1	12,7	-18,6	-19,4
Exportations de biens et services non fac	-4,4	-19,9	2,9	-4,2	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-10,9	-2,3	1,2	-14,3	-7,8
Importations de biens et services non fac	-17,0	6,0	-1,8	-1,6	0,8	24,4	1,0	-1,9	5,6	5,4	11,6	-4,3	-11,6
<b>Comptes nationaux (En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</b>													
Investissements	32,8	33,1	39,4	39,1	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	27,0	27,1	29,7
dont secteur pétrolier	1,9	3,9	5,7	7,0	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	9,0	10,8	12,4
Epargne intérieure	55,1	68,4	75,5	64,5	55,0	47,9	24,0	37,8	43,2	40,6	37,5	39,9	34,6
Epargne nationale	13,6	29,3	40,9	37,4	33,8	32,4	2,7	30,0	30,9	20,4	27,6	30,6	25,8
<b>Finances publiques</b>													
Recettes totales	26,6	30,3	30,7	27,5	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	14,2	15,0	12,7
Recettes pétrolières	24,0	28,1	27,4	25,0	23,1	24,0	13,7	14,8	16,8	14,6	10,8	12,2	9,2
Recettes non pétrolières	2,6	2,2	3,3	2,5	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4	2,8	3,5
Dépenses totales	31,2	29,4	38,6	34,0	35,2	46,9	31,8	21,5	20,5	16,7	16,1	12,0	14,5
Dépenses courantes	5,6	5,3	7,8	8,9	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	12,0	9,6	11,0
Dépenses en capital	25,5	24,1	30,8	25,1	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1	2,4	3,5
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	4,4	-0,6
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	4,4	-0,6
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et	-72,6	-77,8	-95,4	-75,3	-72,2	-69,4	-40,3	-27,7	-26,7	-18,4	-15,5	-11,5	-14,7
Solde budgétaire, base engagements hors	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	3,1	-1,8
Solde budgétaire, base engagements dons	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	3,1	-1,7
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	3,1	-1,8
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 %	-1,4	-2,8	-12,8	-10,3	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,3	2,1	-1,5
<b>Secteur extérieur</b>													
Exportations de biens et services non fac	81,2	81,6	81,5	71,9	65,3	51,0	44,0	51,2	49,8	47,9	36,8	42,8	47,4
Importations de biens et services non fac	58,9	46,4	45,3	46,4	46,1	49,8	48,2	45,2	36,0	33,6	26,2	30,0	42,5
Solde du compte courant (dons off.incl., d	-20,2	-6,1	-1,2	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-3,4	-8,2	-1,8	1,4	-5,8
Solde du compte courant (dons off.excl., c	-20,3	-5,6	-1,2	-2,6	-4,1	-16,8	-29,2	-8,5	-3,0	-8,1	-1,9	1,2	-5,9
Encours de la dette extérieure/PIB	4,3	7,3	8,0	6,8	8,9	8,9	10,6	9,8	11,7	11,6	9,1	6,3	6,6
Ratio du service de la dette/Export bsnf	0,4	0,4	1,0	2,8	2,6	3,4	4,0	2,7	2,9	4,6	15,9	6,1	4,3
Ratio du service de la dette/Recettes budg	1,2	1,2	2,6	7,3	6,3	5,9	9,1	7,5	6,9	12,0	41,1	17,5	15,9
Encours de la dette totale/PIB	...	...	...	...	28,4	32,5	51,4	48,7	46,6	46,5	48,7	33,9	27,4
Réserves extérieures (en mois d'importatio	3,6	5,6	7,5	7,8	5,9	3,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,7
Réserves extérieures (en mois d'importatio	2,9	4,3	5,6	5,7	4,2	2,5	0,2	0,1	0,1	0,1	0,24	0,15	0,5
<b>Pour mémoire</b>													
PIB nominal (en milliards de FCFA)	8 074,2	9 406,2	10 419,1	9 789,6	9 704,8	6 923,8	5 907,4	6 468,1	7 007,8	6 715,1	5 759,2	6 927,2	7 498,4
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	3 147,1	3 252,2	3 825,5	4 039,3	4 151,0	4 050,5	3 748,2	3 992,3	4 212,1	4 367,9	4 336,3	4 707,6	4 998,9
Population (en millions d'habitants)	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	15 807,2	18 671,6	18 477,7	17 342,8	16 632,6	9 581,1	7 883,6	8 516,6	9 334,5	8 195,8			

## A. SECTEUR REEL ET PRIX

La croissance économique réelle de la Guinée Equatoriale est ressortie en hausse de 0,8% en 2021, après une croissance négative de 4,7% en 2020, lourdement impactée par la crise sanitaire. Cette reprise de l'activité a été soutenue par une évolution positive du secteur non pétrolier à hauteur de 6,5% contre -4,2% en 2020. Par contre, le secteur pétrolier a affiché une évolution négative de 6,7% en 2021, malgré un contexte de hausse de cours mondiaux des hydrocarbures, contre une croissance aussi négative de 5,3% en 2020. Plusieurs facteurs ont contribué à cette conjoncture, à savoir:

- Pour le secteur non pétrolier : *i)* Le relâchement des restrictions mises en place dans le cadre de lutte contre la COVID-19, qui a entraîné un regain de confiance et une reprise de la consommation et des investissements privés; *ii)* l'évolution progressive de la campagne de vaccination, *iii)* le dynamisme de la pêche industrielle et les exportations de bois et, *iv)* la mobilisation de ressources auprès du FMI dans le cadre du financement d'urgence, suite à la catastrophe humanitaire survenu à Bata au début de l'année 2021.
- Pour le secteur pétrolier: *i)* la diminution progressive de la production de pétrole brut, du fait de l'arrivée à maturité de principaux gisements, due à l'absence de nouveaux investissements dans le secteur et, *ii)* les contreperformances observées dans le projet gazier Backfeeling, du fait d'une réalisation en dessous de prévisions initiales, expliqué en partie par l'interruption des exportations de GNL durant une période de six semaines, suite à l'incident survenu à fin septembre 2021 sur le complexe pétrolier Punta Europa.

**Graphique 4 :** Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale (%)



Sources : BEAC

### 1.0- Evolution de la contribution de la demande à la croissance globale

En 2021, *la demande intérieure brute* a contribué positivement à la croissance de 19,4% contre une contribution négative de 17,4% en 2020, en raison du rebond de la consommation privée, ainsi que des investissements privés du secteur pétrolier.

En effet, la **consommation globale** a affiché une contribution positive à la croissance de 18,8% en 2021, face à une contribution négative de 15,0% en 2020, sous l'effet notamment de la reprise de la consommation des ménages et entreprises de 20,4%, dans un contexte de contention de la consommation publique (-1,6%). La normalisation progressive des activités économiques, suite à une période prolongée de plusieurs restrictions est à l'origine de l'affermissement de la consommation.

Les **investissements bruts** ont affiché une contribution positive de 0,6% en 2021 face à une contribution négative de 2,4% en 2020, expliqué notamment par un accroissement des investissements dans le secteur pétrolier, dont la contribution est restée positive de 1,4% contre -0,1% en 2020, malgré une stagnation des investissements publics dans la période d'analyse.

La **demande extérieure nette** a affichée une contribution négative à hauteur de 18,6% en 2021, face à une contribution positive de 12,7% en 2020, en lien avec une contraction des exportations, du fait de la mauvaise performance du secteur pétrolier. En effet, la contribution des *exportations de biens et services* est estimée à -14,3% en 2021 contre une contribution positive de 1,2% en 2020. Les *importations de biens et services*, ont contribué de -4,3% en 2021 après 11,5% en 2020.

Tableau 3 : Contribution de la demande à la croissance réelle

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
						0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	-3,9%	4,5%	8,4%	-4,0%	-0,7%	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,1%	-4,4%	-4,7%	0,8%
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	17,4%	18,4%	7,3%	1,8%	-1,8%	-29,4%	-6,7%	-2,1%	2,2%	-7,5%	-17,4%	19,4%
Consommation	24,2%	14,3%	-0,4%	3,8%	3,2%	-22,8%	5,9%	-14,8%	1,3%	1,3%	-15,0%	18,8%
Publique (Etat)	0,9%	0,5%	7,2%	1,7%	-2,6%	-2,0%	1,0%	0,1%	0,8%	0,7%	-2,7%	-1,6%
Privée	23,3%	13,9%	-7,6%	2,2%	5,8%	-20,8%	4,9%	-14,9%	0,5%	0,5%	-12,3%	20,4%
Investissements bruts	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-5,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,4%	0,6%
Formation brute de capital fixe	-6,8%	4,1%	7,7%	-2,1%	-5,1%	-6,6%	-12,6%	12,7%	0,9%	-8,8%	-2,4%	0,6%
Publics	-6,3%	0,4%	6,5%	-5,1%	-1,8%	-1,3%	-10,8%	-2,5%	0,8%	-3,2%	-1,2%	-0,1%
Privée (Entreprises, ménages et autres)	-0,5%	3,7%	1,2%	3,0%	-3,3%	-5,3%	-1,8%	15,2%	0,1%	-5,6%	-1,2%	0,7%
dont Secteur pétrolier	-2,2%	2,5%	2,2%	1,3%	-3,7%	-2,2%	-1,0%	8,3%	-0,8%	-5,4%	-0,1%	1,4%
dont Secteur non pétrolier	1,7%	1,2%	-1,1%	1,7%	0,4%	-3,1%	-0,8%	6,9%	0,9%	-0,2%	-1,1%	-0,8%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EXPORTATIONS NETTES	-21,4%	-13,9%	1,1%	-5,7%	1,1%	20,1%	-2,8%	0,1%	-5,2%	3,1%	12,7%	-18,6%
Exportations de biens et services non facteurs	-4,4%	-19,9%	2,9%	-4,2%	0,3%	-4,2%	-3,8%	2,0%	-10,9%	-2,3%	1,2%	-14,3%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens et services non facteurs	-17,0%	6,0%	-1,8%	-1,6%	0,8%	24,4%	1,0%	-1,9%	5,6%	5,4%	11,6%	-4,3%
Biens	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services non facteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources: Administrations nationales et BEAC

## 1.1- Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

Suivant l'optique offre, les secteurs secondaire et tertiaire ont soutenu la croissance réelle en 2021. En effet, le secteur tertiaire a contribué la croissance à hauteur de 3,5% en 2021, contre une contribution négative de 1,6% en 2020, sous l'effet notamment de bonnes performances des activités commerciales, hôteliers, les services pétroliers, services financiers, ainsi que la branche transport et télécommunications. De même, le secteur secondaire a affiché une contribution à la croissance de 1,6% en 2021 contre un apport négatif de 2,9% en 2020, favorisée notamment par la branche méthanol et autres gaz.

Par contre, le secteur primaire a enregistré une contribution négative de 4,5% en 2021, après une contribution également négative de 0,2% en 2020, en raison de la mauvaise performance de la production pétrolière en 2021, malgré un contexte de hausse des cours mondiaux des hydrocarbures. Par ailleurs, l'agriculture, la pêche, la sylviculture et l'exploitation forestière restent des secteurs essentiels pour la diversification de l'économie équato-guinéenne. Dans le même sens, nombreuses politiques mises en œuvre par les autorités visent à l'augmentation de la valeur ajoutée desdits secteurs.

Tableau 4 : Contributions des secteurs à la croissance réelle

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
						0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
Secteur primaire	-2,1%	-1,1%	3,9%	-5,5%	0,7%	-2,6%	-6,4%	-4,8%	-2,9%	-2,9%	-0,2%	-4,5%
-----												
Agriculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Cultures d'exportations	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur de subsistance	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Elevage et chasse	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et exploitation forestière	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,2%	-0,1%	0,0%
Pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%
Pétrole	-2,0%	-0,9%	2,8%	-5,3%	0,5%	-2,4%	-5,7%	-4,9%	-2,7%	-2,6%	0,0%	-4,7%
Gaz naturel	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres industries extractives	-0,1%	-0,1%	1,1%	-0,2%	0,0%	-0,2%	-0,8%	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
Secteur secondaire	-4,3%	4,0%	3,4%	-1,6%	-2,7%	-7,1%	-4,4%	2,3%	-2,2%	-3,1%	-2,9%	1,6%
-----												
Méthanol et Autres Gaz	-2,6%	1,1%	-0,8%	1,0%	0,1%	-5,8%	1,1%	1,4%	-2,4%	-2,4%	-2,2%	1,8%
Industries manufacturières	0,2%	-0,1%	-0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%
Energie, gaz et eau	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Construction	-2,0%	2,9%	4,3%	-2,8%	-3,2%	-1,7%	-5,7%	0,8%	0,1%	-0,8%	-0,9%	-0,3%
Secteur tertiaire	2,9%	2,4%	1,2%	2,5%	0,5%	0,0%	1,4%	0,3%	1,9%	1,4%	-1,6%	3,5%
-----												
Commerce, restaurant et hôtel	1,1%	-0,2%	-0,5%	0,6%	0,4%	1,6%	0,9%	0,0%	0,1%	0,9%	-1,4%	0,8%
Transports et télécommunications	0,6%	-0,1%	-0,3%	0,0%	0,5%	0,8%	0,6%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,8%
Services financiers et immobiliers	0,2%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	-0,1%	0,7%
Services pétroliers	0,3%	0,9%	1,5%	1,9%	-0,7%	-3,8%	-0,4%	0,2%	0,4%	-0,5%	-0,1%	0,6%
Administrations publiques	0,3%	1,8%	0,5%	-0,1%	0,0%	0,7%	0,4%	0,3%	0,7%	0,8%	0,1%	0,7%
Autres services	0,4%	-0,1%	-0,1%	0,3%	0,2%	0,6%	-0,1%	-0,2%	0,3%	0,1%	-0,2%	0,1%
PIB au coût des facteurs	-3,6%	5,3%	8,5%	-4,6%	-1,5%	-9,7%	-9,4%	-2,2%	-3,1%	-4,5%	-4,7%	0,7%
Taxes nettes sur les produits	-0,4%	-0,8%	-0,1%	0,6%	0,8%	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%
PIB à prix constants	-3,9%	4,5%	8,4%	-4,0%	-0,7%	-9,3%	-9,5%	-2,1%	-3,1%	-4,4%	-4,7%	0,8%
Pour mémoire												
-----												
. Secteur pétrolier	-4,8%	0,0%	2,0%	-4,3%	0,7%	-8,3%	-4,6%	-3,4%	-5,2%	-5,1%	-2,3%	-2,9%
. Secteur non pétrolier	0,9%	4,5%	6,4%	0,4%	-1,4%	-1,0%	-4,9%	1,3%	2,1%	0,6%	-2,4%	3,7%

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

### *1.1-1. Secteur primaire*

- *Agriculture vivrière*

La contribution à la croissance de l'agriculture vivrière est restée à un niveau insignifiant en 2021. Les autorités publiques en charge de l'Agriculture ont élaboré un Plan National de Développement Agricole et d'Élevage qui vise à accroître la capacité de production en produits vivriers à travers l'exécution des divers projets agricoles, tels que le projet de plantation et industrialisation de palmiers, de la canne à sucre, du manioc et autres. Plus précisément, ce plan envisage les projets suivants:

- **Projet de plantation et transformation d'arachide et de maïs.** Ce projet qui prévoit de s'étaler sur 6 champs de 50 Ha chacun, a été localisé, dans les districts de Mbini, Bata, Niefang, Micomeseng, Añisok et Nsoc-Nsomo. Le coût estimé du projet est de 724 millions de FCFA pour une production prévue de 12 Tm/Ha.
- **Projet de plantation de riz.** Le poids du riz dans les importations a obligé l'Etat à mener des études appropriées, afin que le riz soit cultivé sur place. Ainsi, une superficie de 500 Ha. a été identifiée dans les districts de Niefang, Mbini et Nsoc-Nsomo pour un coût estimatif de 1 500 millions de FCFA.
- **Projet de plantation de légumes.** L'objectif est d'augmenter la consommation dans les grandes villes de ces produits, dont la plantation reste rudimentaire et insuffisante. Ainsi, le pays souhaite augmenter la production à 40 Tm/Ha. Le coût estimatif de ce projet est de 570 millions de FCFA.

- *Agriculture d'exportation (Cacao, Café et noix de Coco)*

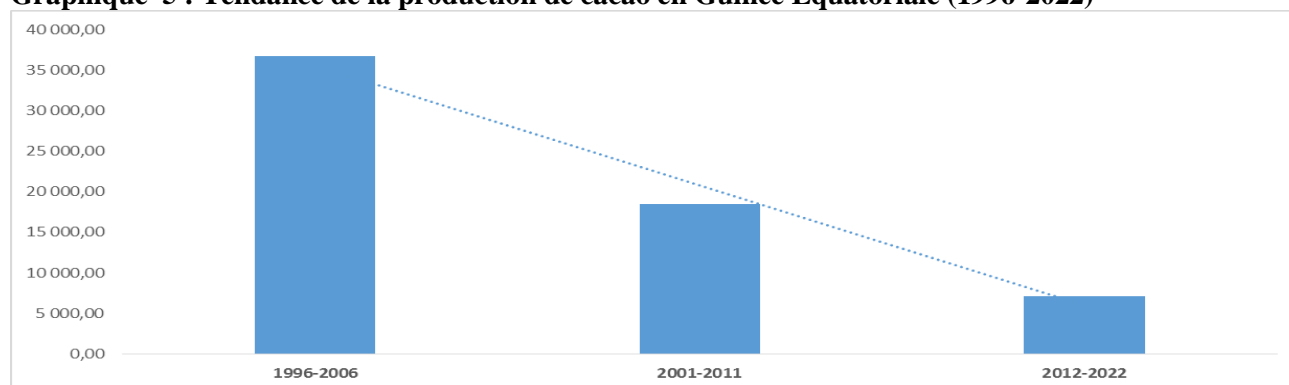
La production nationale en produits agricoles d'exportation de la Guinée Equatoriale se limite à la production de quantités marginales de cacao, en constante diminution depuis les années 1990 et en corrélation avec le début de l'exploitation des hydrocarbures, ainsi que d'un soutien insuffisante du Gouvernement pour dynamiser les filières alternatives. En conséquence, l'économie équatorienne est parmi les moins diversifiées de la sous-région.

Ainsi, la filière cacao est confrontée à un contexte : (i) de vieillissement des cacaoyers et des agriculteurs, (ii) à l'absence d'un plan de transformation local de la production, (iii) et d'un manque d'attractivité pour la main-d'œuvre jeune. Tous ces facteurs constituent des obstacles importants pour le développement du secteur.

En effet, d'après la Chambre de Commerce de Bioko, le démarrage de la campagne agricole 2021/2022 a connu des retards importants, en raison des conditions météorologiques, ainsi que l'insuffisance des intrants. En conséquence, les données provisoires reflètent un volume de 591,48

tonnes de cacao exportés pour la campagne 2021/2022, contre 629,51 tonnes à la campagne précédente, soit une baisse de 6,1%.

**Graphique 5 : Tendence de la production de cacao en Guinée Équatoriale (1996-2022)**

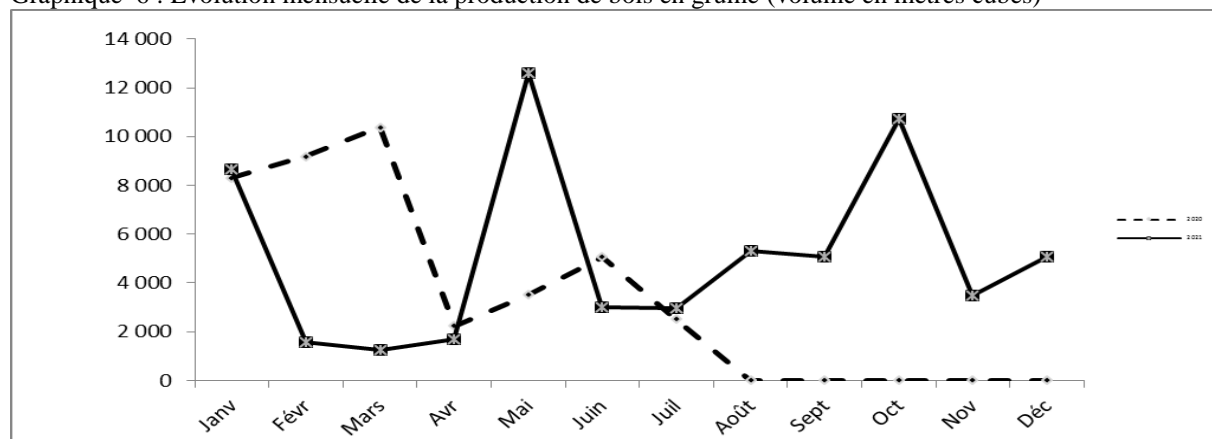


Source: BEAC, Chambre de Commerce de Bioko

- **La sylviculture**

La contribution à la croissance de la branche *sylviculture et exploitation forestière* est resté stable en 2021, suite à un apport négatif de 0,1% en 2020. En effet, les données au 31 décembre 2021 en provenance de la Délégation Régionale des Forêts à Bata, reflètent une production de 61 360 m<sup>3</sup> face à 41 224 m<sup>3</sup> un an auparavant, soit une forte hausse en glissement annuelle de 48,9%.

**Graphique 6 : Évolution mensuelle de la production de bois en grume (volume en mètres cubes)**



Sources : Ministère en charge des Forêts

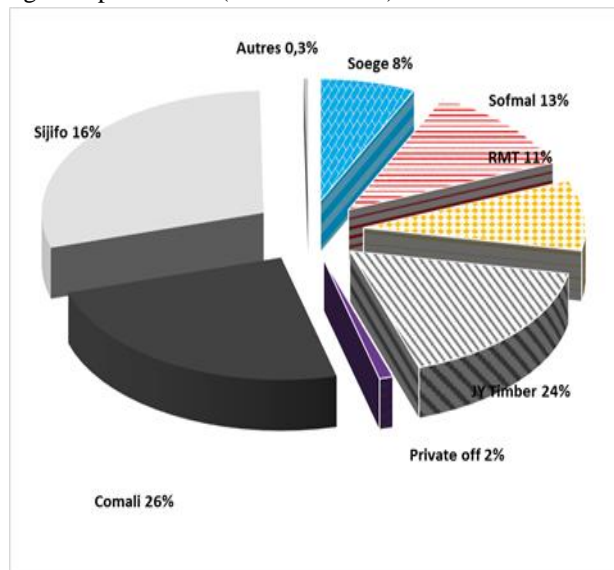
L'activité d'exportation de bois s'est orientée fortement en hausse, favorisée par l'Arrêté Ministériel n°93/2020, du 26 octobre, portant autorisation, à nouveau, de l'exportation de bois en grume, dont le but est la mobilisation de ressources dans un contexte marqué par la crise sanitaire.

Dans le même contexte, il est à signaler la décision communautaire au niveau des Etats de la CEMAC de reporter à l'année 2023, la date d'interdiction d'exportation des grumes, prévu auparavant en janvier 2022. Il s'agit d'une mesure adoptée, lors d'une rencontre au mois d'août 2021, ayant réuni les ministres en charge des Forêts, de l'Industrie, de l'Environnement, de l'Economie et des Finances

de la sous-région, dans le but d’instaurer, une période transitoire, allant de janvier à décembre 2022, afin de procéder aux études préalables de maturation des projets d’investissement dans la transformation du bois, retenus dans le cadre de la première phase du processus d’interdiction des exportations du bois en grume dans la CEMAC.

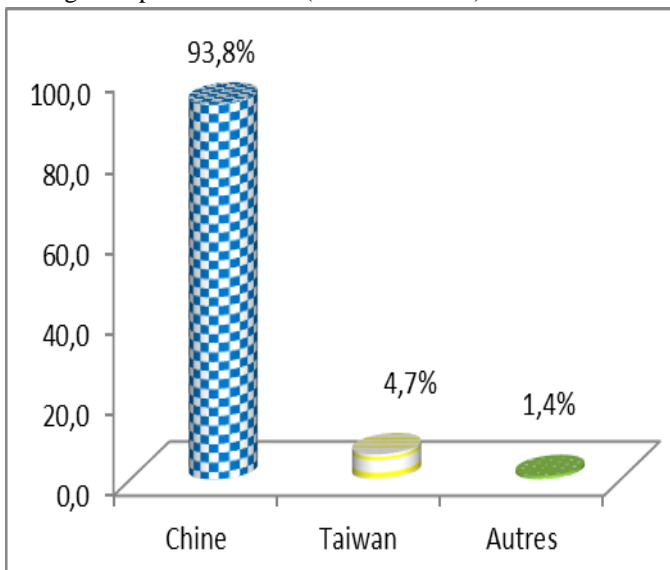
Ainsi, les exportations du bois en grumes au 31 décembre 2021 se sont situées à 210 685,2 m<sup>3</sup> contre un volume de 53 153,4 m<sup>3</sup> à la même période de l’année précédente, soit une vigoureuse hausse de 296,4%.

**Graphique 7 : Exportation du bois en grume par société (Volume en m3)**



Source : Délégation Régionale des Forêts

**graphique 8 : Exportations du bois en grume par destination (Variation en %)**



Source : Délégation Régionale des Forêts

- **Le secteur de la pêche**

La contribution à la croissance du secteur de la pêche reste faible par rapport à son potentiel, bien que faisant partie des secteurs stratégiques du programme de diversification économique du Gouvernement, l’activité de pêche reste sous-exploité.

Le développement du secteur de la pêche comme vecteur de croissance économique pour le pays passe par la mise en œuvre de réformes institutionnelles et opérationnelles, afin de lui doter d’un environnement réglementaire attractif pour les investissements nationaux et étrangers. À cet égard, il convient de souligner l’adoption de la Loi n° 11/2.017 du 20 novembre portant régulation des activités de pêche et d’aquaculture en Guinée Equatoriale. Ainsi, le *Plan de Gestion* et le *règlement d’immatriculation des navires*, en cours d’approbation, viendront améliorer le cadre opérationnel adopté, pour l’exploitation optimale des ressources halieutiques nationales.

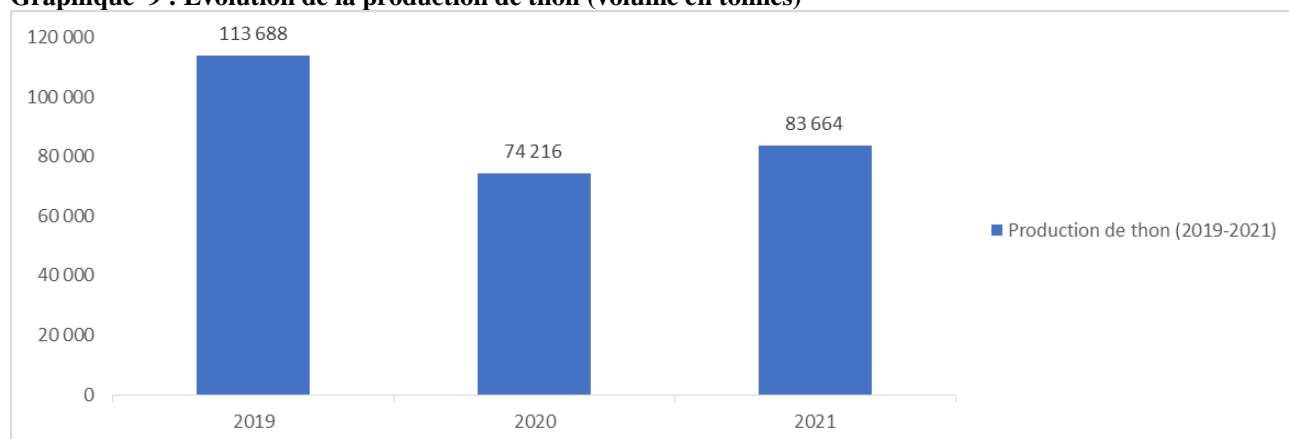
Cependant, la contribution du secteur au développement socio-économique du pays reste marginale, en raison notamment des faiblesses institutionnelles et opérationnelles importantes qui limitent le développement du secteur. D’après le Ministère en charge de la pêche, il convient de marquer, en ce sens, l’absence d’un corps d’inspecteurs des pêches, chargé de la surveillance et du

contrôle de l'exactitude des déclarations des armateurs en matière de production. En outre, les difficultés liées à la valorisation des produits en termes de contribution à la croissance, du fait de la nature des contrats engagés entre le Ministère en charge et les armateurs, ont entraîné une sous-évaluation des ressources halieutiques du pays et des pertes notables, malgré le potentiel du secteur.

En termes de production, les données au 31 décembre 2021 en provenance du Ministère en charge de la pêche, reflètent un volume de capture de thon de 83,6 milliers de tonnes contre 74,2 milliers de tonnes en 2020, soit une hausse de 12,7% en variation annuelle. La production totale de thon déclaré par les opérateurs, entre la période allant du 2019 à 2021, atteint un volume global de 271,7 milliers de tonnes.

A moyen terme, l'évolution future du secteur restera conditionnée à la finalisation des grands projets d'investissements engagés pour développer la pêche industrielle et semi-industrielle, parmi lesquels le projet de transformation de thon à Annobon, cofinancé entre l'Etat et la BDEAC.

**Graphique 9 : Evolution de la production de thon (volume en tonnes)**



Source : Ministère de la Pêche

- ***Le secteur pétrolier***

Le secteur pétrolier a contribué négativement à l'économie de 4,7% en 2021. Ainsi, d'après les informations transmises par le Ministère des Mines et Hydrocarbures au 31 décembre 2021, la production pétrolière (pétrole brut et condensat) s'est située à 43,3 millions de barils (118 910 barils/jour), contre une production de 52,4 millions de barils (143 708,3 barils/jour) à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 17,3%.

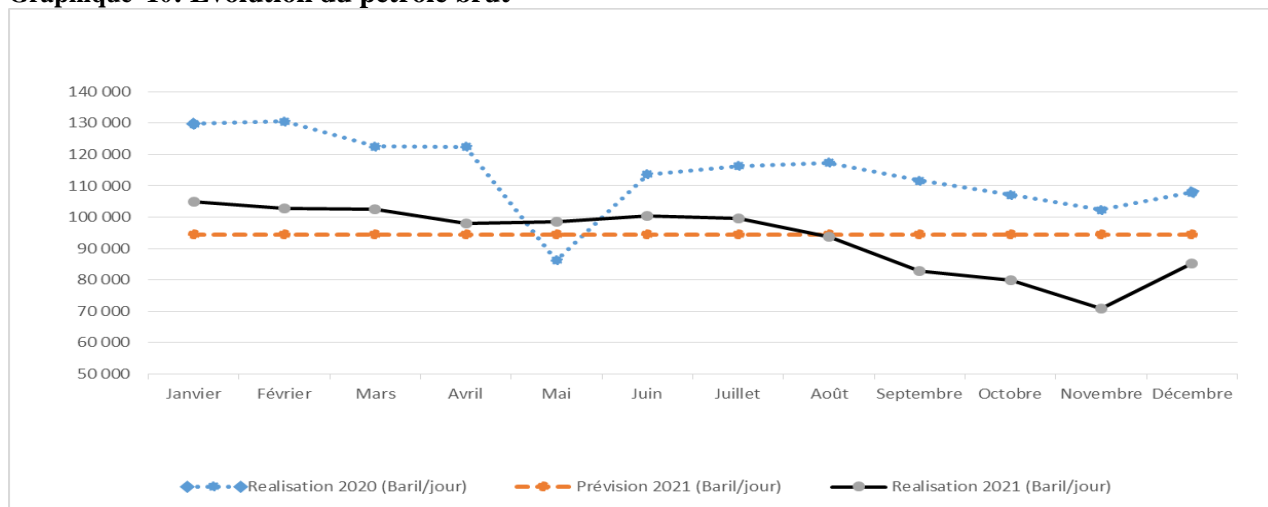
L'évolution par type de produits se présente de la manière suivante:

- ✓ ***Pétrole brut***

A fin décembre 2021, la production moyenne journalière de pétrole brut s'est située à 93 320,1 barils/jour, contre 113 885,1 barils/jour à la même période en 2020, soit une baisse considérable de 18,1%, en gardant la tendance baissière observée depuis quelques années, liée notamment à l'arrivée

à maturité des principaux puits pétroliers. Ainsi, les réalisations moyennes à fin décembre 2021 sont ressorties en dessous des prévisions moyennes initiales.

**Graphique 10: Évolution du pétrole brut**

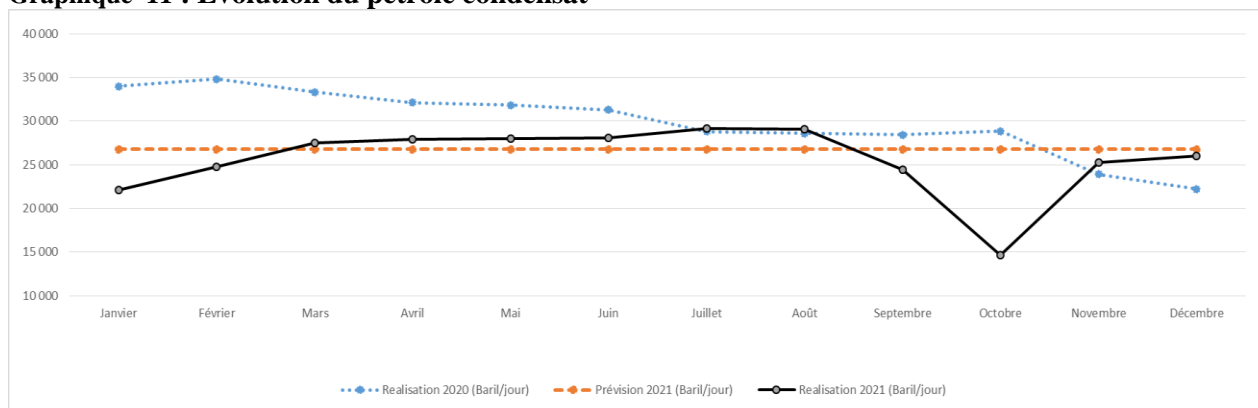


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

✓ **Pétrole condensat**

Au 31 décembre 2021, la production moyenne journalière de condensat s’est située à 25 575,8 barils/jour, contre 29 822,6 barils/jour en 2020, soit une baisse de 14,2% en raison de l’arrivée à maturité de certains champs pétroliers, arrêts techniques programmés pour révision de plateformes, ainsi qu’aux interruptions liées à l’incendie du complexe pétrolier de *Punta Europa*, à fin septembre 2021. Par conséquent, les réalisations moyennes à fin décembre 2021 sont ressorties en dessous des prévisions moyennes initiales.

**Graphique 11 : Évolution du pétrole condensat**



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

• **Le Secteur Minier**

Suite à l’adoption de la Loi minière n°1/2019 du 29 novembre et le Règlement n°1/2020, du 13 avril sur les opérations minières, le pays dispose désormais d’un cadre réglementaire pour réguler l’activité minière nationale. Ainsi, selon le Ministère des Mines et Hydrocarbures, pour la période

2021-2024, il est prévu la réalisation des projets suivants : *i*) la création d'une entreprise nationale des mines et une entreprise nationale d'exploitation des arides, *ii*) l'organisation d'une nouvelle ronde de licitation prévue pour le premier trimestre de l'année 2022 *iii*) la création d'un service géologique national et, *iv*) la mise en service d'une école et d'un laboratoire des mines.

Par ailleurs, à fin novembre 2021, la société Shefa Gold a procédé au lancement du premier site test d'or alluvial, dans la zone minière de Binguenguen-Niefang, sur la partie continental du pays. Il est à signaler que la durée du test est prévue par une période de trois mois, après laquelle l'exploitation effective du gisement se poursuivra. De plus, l'exploration se poursuit pour les sociétés Shefa Gold et Blue Mongolia, dans le reste de zones attribuées.

### **1.1.2- Secteur secondaire**

En 2021, d'après les dernières estimations de la BEAC, le secteur secondaire a soutenu positivement à la croissance de 1,6%, contre une contribution négative de 2,9% en 2020, favorisée notamment par l'évolution favorable des activités gazière.

#### **✓ Branche Gaz Naturel Liquéfié (LNG), Méthanol et Autres Gaz**

La branche *Gaz Naturel Liquéfié (LNG), méthanol et autres gaz* a contribué positivement à la croissance du secteur secondaire de 1,8 point en 2021, contre un apport négatif de 2,2 points en 2020, du fait de l'évolution favorable du projet d'acheminement du gaz du champ d'Alen vers le complexe pétrolier de Punta Europa. Cependant, les résultats du projet au cours du dernier trimestre de l'année ne sont pas à la hauteur des attentes, en raison de contreperformances enregistrées dans la production de GNL, en étroite relation avec l'incendie survenu sur l'usine de traitement du gaz du complexe Alba, le 26 septembre 2021. En raison de cet incident, les exportations de l'usine de GNL ont été interrompues pendant une période de six semaines.

En effet, les données disponibles au 31 décembre 2021 affichent une production moyenne journalière de gaz à hauteur de 150 393,7 BEP<sup>3</sup>/jour, contre 133 766,0 BEP/jour à la même période en 2020, soit une amélioration de 14,2% en glissement annuelle, même s'il s'agit d'une contreperformance par rapport à la prévision initiale.

L'évolution de l'activité, par type de produit, se présente de la manière suivante :

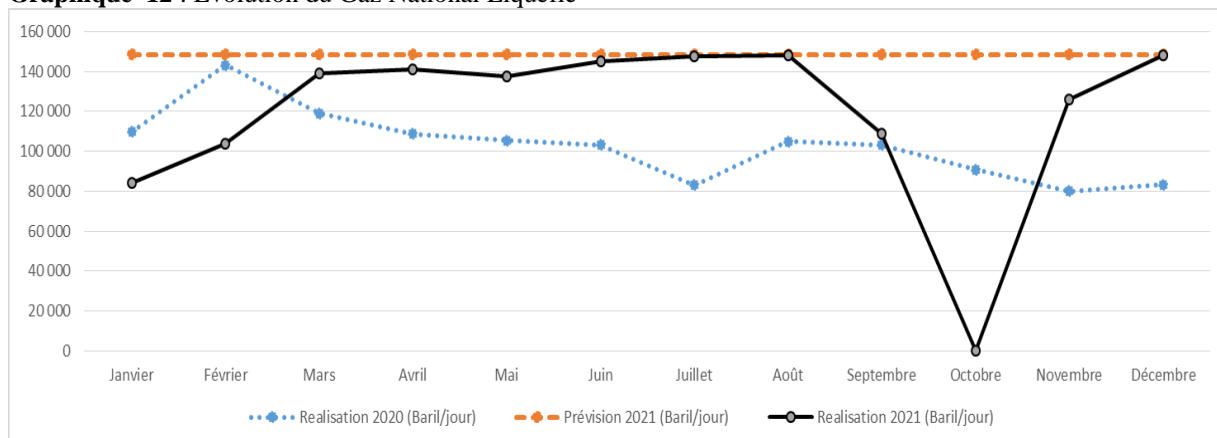
#### **○ Gaz Naturel Liquéfié (LNG)**

La production moyenne journalière de Gaz Naturel Liquéfié s'est située à 18 944,1 m<sup>3</sup>/jour à fin décembre 2021, contre 16 313,2 m<sup>3</sup>/jour un an auparavant, soit une hausse de 16,1% en glissement annuelle et en dessous des prévisions moyennes initiales, du fait des interruptions des opérations au complexe pétrolier de *Punta Europa* suite à l'incendie survenu à fin septembre 2021.

---

<sup>3</sup> Barils équivalent pétrole

**Graphique 12 : Évolution du Gaz National Liquéfié**

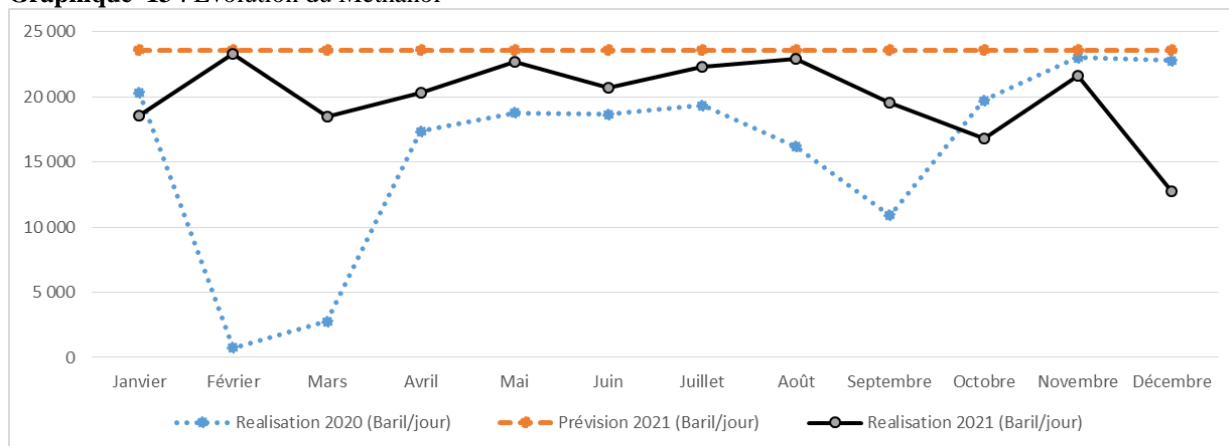


Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

### ○ Méthanol

Au 31 décembre 2021, la production moyenne journalière de Méthanol a été de 2 522,4 TM/jour contre 2 019,7 TM/jour un an plus tôt, soit une hausse considérable à hauteur de 24,9% même si les réalisations moyennes à fin décembre 2021 ont été en dessous des prévisions moyennes initiales. Cette évolution favorable est attribuable à la reprise des activités suite aux arrêts techniques et travaux de maintenance des installations au cours de l'année 2020, ainsi que l'évolution favorable de cours mondiaux du gaz.

**Graphique 13 : Évolution du Méthanol**



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures et BEAC

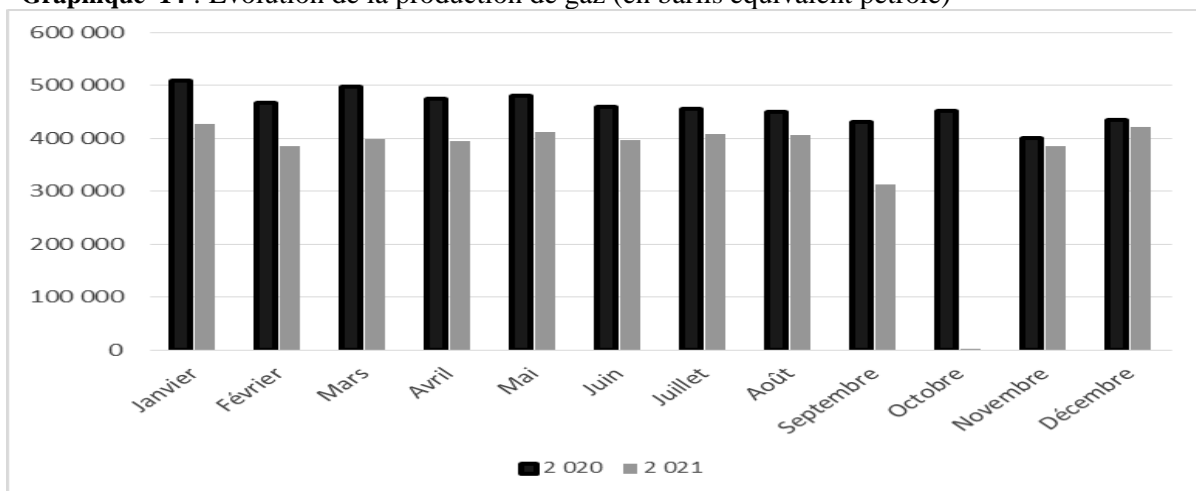
### ○ Autres Gaz

La production des autres Gaz (Propane, Butane et LPG<sup>4</sup> mixte) au 31 décembre 2021 a été, en moyenne journalière de 11 938,2 barils/jour, contre 15 120,0 barils/jour à la même période en 2020,

<sup>4</sup> Gas de pétrole liquéfié

soit une forte baisse de 21,3%, liée à l'incident survenu à fin septembre 2021, au complexe pétrolier de Punta Europa.

**Graphique 14** : Évolution de la production de gaz (en barils équivalent pétrole)



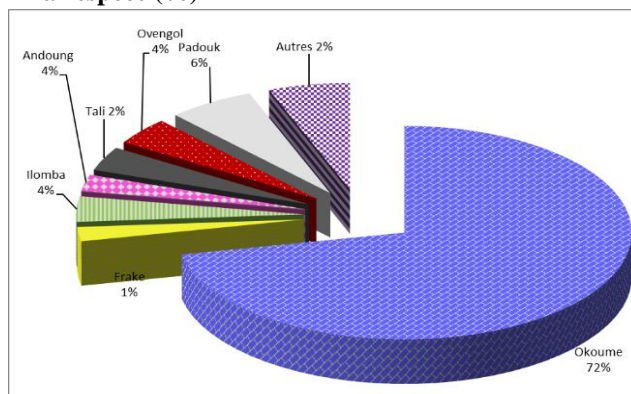
Sources : BEAC et Ministère des Mines et Hydrocarbures

### ✓ Industries forestières et manufacturières

A fin décembre 2021, la transformation du bois a affiché une hausse de 175,5% se situant à 53,6 milliers de m<sup>3</sup>, contre 19,4 milliers de m<sup>3</sup> à la même période en 2020, en raison de l'application du décret 182/2018 du 27 novembre qui priorise la transformation sur place du bois abattu. De même, les exportations du bois transformé ont enregistré une notable hausse de 110,6%, passant de 50,3 milliers de m<sup>3</sup> en 2020, à 105,9 milliers de m<sup>3</sup> en 2021. Il est à signaler que l'Arrêté Ministériel n°93/2020, du 26 octobre, portant autorisation, à nouveau, de l'exportation de bois en grume, a été adopté à caractère spécial et transitoire, dont le but est la mobilisation de ressources dans un contexte marqué par la crise sanitaire. Toutefois, la priorité du Gouvernement reste la transformation sur place.

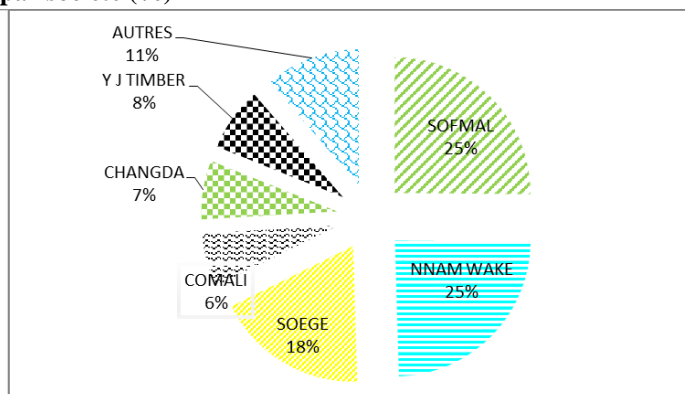
Ainsi, selon les données des exportations du bois équato-guinéen, le prix moyen annuel du bois en grume est passé de 135,7 Euros/m<sup>3</sup> en 2020 à 172,4 Euros/m<sup>3</sup> en 2021, soit une amélioration de 27,1% de la valeur du bois national, sur la période d'analyse. De même, le prix du bois transformé, s'est apprécié de 13,9% passant de 188,7Euros/m<sup>3</sup> en 2020 pour s'établir à 215,0 Euros/m<sup>3</sup> en 2021.

**graphique 15** : transformation de bois  
Par espèce (%)



Source : Délégation Régionale des Forêts

**graphique 16**: transformation de bois  
par société (%)



Source : Délégation Régionale des Forêts

S'agissant des *autres industries manufacturières*, l'activité s'est orientée en hausse, liée à un nombre réduit d'interruptions des chaînes d'approvisionnement mondiales au cours de l'année. Ainsi, la production des bières a augmenté de 22,9%, passant de 244,8 milliers d'hectolitres en 2020 pour se situer à 300,7 milliers d'hectolitres produits un an plus tard. La production de vin a évolué à la hausse de 15,0% se situant à 120 milliers d'hectolitres en 2021 contre 104,6 milliers d'hectolitres en 2020. De même, une forte hausse de 50,4% de la production de boissons gazeuses a été enregistrée, situant à 121,4 milliers d'hectolitres en 2021 après 80,7 milliers d'hectolitres un an plus tôt.

### ✓ *Energie, gaz et eaux.*

Pour la *branche énergie, gaz domestique et eau* la contribution à la croissance est restée stable en 2021. En effet, les données au 31 décembre 2021 fournies par la Société Nationale de l'Electricité de Guinée Equatoriale (SEGESA) ont indiqué une moindre augmentation de la production d'électricité de 0,4% passant de 1 058,0 milliers de KWh à fin décembre 2020 à 1 062,1 milliers de KWh à la même période un an plus tard. Par contre, la consommation d'électricité sur la période d'analyse s'est située à 1 772,7 milliers de KWh à fin décembre 2020, contre 1 352,7 milliers de KWh un an plutôt, soit une baisse de 23,7%.

S'agissant du *gaz domestique*, il est observé une hausse à hauteur de 18,5% du volume de vente, passant de 7 181,6 milliers de Kg au 31 décembre 2020 pour se situer à 8 508,0 milliers de Kg douze mois après. De même, le chiffre d'affaire des entreprises distributrices est passé de 3 721 millions de FCFA à fin décembre 2020 à 4 301 millions de FCFA un an plus tard, soit une augmentation de 15,6%.

### **1.1.3- Secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire a soutenu positivement la croissance de 3,5% en 2021, contre un apport négatif de 1,6% en 2020, en liaison avec la reprise progressive des activités de services en général, notamment les services pétroliers, les activités commerciales et hôtelières, ainsi que le transport et les télécommunications.

La *branche commerce, restauration et hôtels*, a affiché un apport positif de 0,8 point en 2021 contre une contribution négative de 1,4 point en 2020. Cette amélioration pourrait s'expliquer par le redémarrage des activités du transport aérien de passagers, même s'il subit encore des restrictions de divers ordres; ainsi que de l'évolution positive des activités hôtelières.

Ainsi, les données fournies par les grandes surfaces commerciales du pays ont reflété un chiffre d'affaire global de 174,9 milliards de FCFA en 2021 contre à 180,2 milliards de FCFA en 2020, soit une moindre réduction de 2,95%. Pour les sociétés de commerce en général et détail, une quasi stabilité du chiffre d'affaire a été enregistré, se situant également autour de 159,6 milliards de FCFA en 2021. De même, le chiffre d'affaires des sociétés de vente d'équipements et matériel de

construction a chuté de 23,9%, passant de 20,1 milliards de FCFA en 2020 à 15,3 milliards de FCFA à la même période de l'année 2021, en relation avec la contreperformance du secteur de la construction, ainsi que les restrictions sur le transport aérien.

S'agissant de la vente des produits raffinés du pétrole (essence, gasoil, jet A1 et pétrole lampant), les données au 31 décembre 2021 ont montré un accroissement en terme du volume de 11,5% revenant à 261,9 millions de litres, contre 234,9 millions de litres à la même période de l'année précédente. Même tendance pour le chiffre d'affaire des opérateurs, en hausse de 18,9% pour revenir à 117,5 milliards de FCFA après avoir été de 98,7 milliards de FCFA en 2020. Ce dynamisme de produits pétroliers est lié notamment à la hausse de la demande, suite au relâchement échelonné des restrictions sur le transport aérien et interurbain; l'augmentation de l'offre local, avec la mise en service de trois nouvelles stations-service du côté de l'entreprise Tradex dans son plan d'expansion sur le territoire national; ainsi que l'amélioration des problèmes au niveau de stockage de la société Total GE.

Pour les activités hôtelières, *le taux d'occupation moyen annuelle* des principaux hôtels du pays au 31 décembre 2021, est passé de 32,4% en 2020 à 33,6% en 2021. Pour le chiffre d'affaire, une amélioration de 5,5% a été observée passant de 11,4 milliards de FCFA 2020 pour se situer à 12,1 milliards de FCFA en 2021. L'évolution de la sous-branche a été favorisée par la mise en quarantaine obligatoire des passagers en provenance de l'étranger et pour les employés du secteur pétroliers avant de se rendre dans les plateformes pétrolières, ainsi que de la composante événementielle.

En ce qui concerne la branche *transports et télécommunications*, sa contribution à la croissance est remontée à 0,8 points en 2021 après de 0,1 point en 2020, expliquée essentiellement par le dynamisme de l'activité des télécommunications au cours des dernières années, ainsi que la normalisation progressive du transport aérien. En effet, pour le trafic aérien de passagers, les données de l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), ont montré une hausse du nombre de vols de 15,3%, se situant à 8 727 vols en 2021 contre 7570 vols en 2020. Par contre, le nombre de passagers s'est inscrit à la baisse de 17,8% se situant à 327 896 passagers en 2021, après avoir été de 398 867 passagers à la même période de l'année précédente.

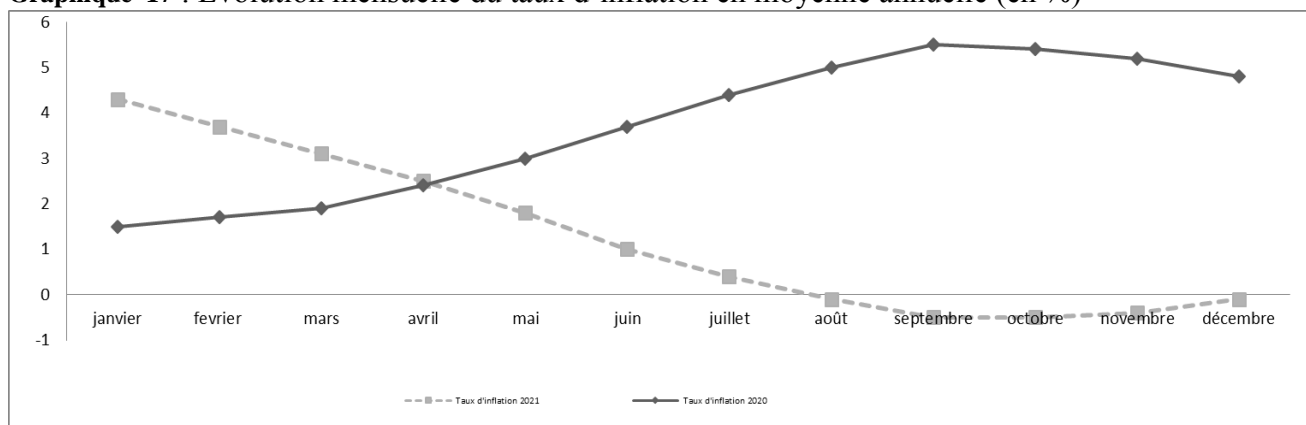
Au niveau du trafic transfrontalier des marchandises, le volume des exportations au 31 décembre 2021 a atteint 390 281 tonnes, contre 215 377 tonnes un an auparavant, soit un accroissement considérable de 81,2%, favorisé notamment par les exportations de bois dans la Partie continental. Dans le même sens, le volume des importations a légèrement diminué de 0,9%, passant de 717 685 tonnes en 2020, à 711 319 tonnes en 2021.

S'agissant des *télécommunications*, une évolution favorable des activités a été observée au cours de dernières années. Ainsi, les investissements au niveau de la modernisation du réseau national à travers la connexion de câbles sous-marins de fibre optique et la réduction échelonnée des coûts des services internet, adopté à travers l'Arrêté Ministériel n°01/2019 du 05 mars portant réduction progressive du prix d'un giga de données mobiles dans la période allant de 2019 à 2022, sont à l'origine de la bonne performance de la sous-branche.

## 1.2 Analyse des prix

S'agissant des prix, les données publiées par l'Institut National des Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) tablent sur un taux d'inflation moyen au quatrième 2021 de -0,3% contre 5,1% à la même période en 2020, tandis que l'inflation moyenne annuelle s'est située à -0,1% en 2021, contre 4,8% un an auparavant. Cette évolution à la baisse est expliqué principalement par les contributions des postes : (i) « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,6%) ; (ii) « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,1%).

**Graphique 17** : Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Source : INEGE

## 1.3 Analyse de l'emploi

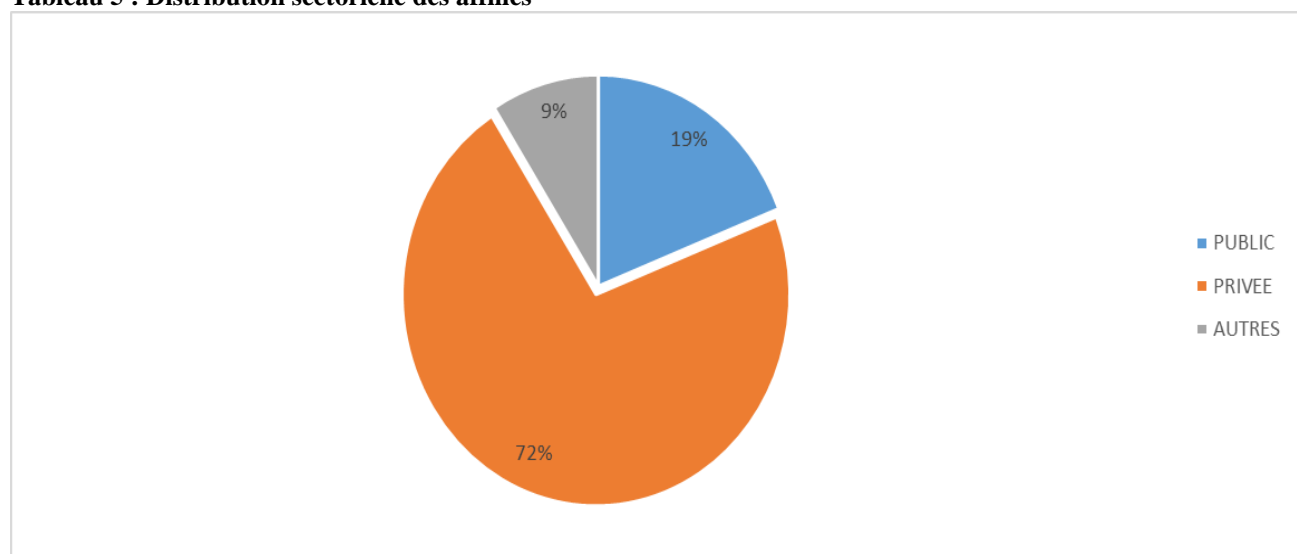
Le secteur privé national présente des signes de faiblesse depuis plusieurs années, en corrélation avec la conjoncture économique du pays, caractérisée par une importante réduction des investissements publics, comme conséquence de la baisse constante des revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures. Dans le contexte actuel de double crise, économique et sanitaire, la pandémie du Covid-19 n'a fait qu'aggraver la situation du secteur privé national, caractérisé par sa fragilité. En effet, les restrictions adoptées dans le cadre de la maîtrise de la propagation du covid-19, notamment les longues périodes de confinement, la suspension et/ou la limitation de certaines activités, ainsi que l'interruption des échanges commerciaux, ont conduit à la fermeture ou la liquidation de nombreuses entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises liées au secteur des services, entraînant des licenciements massifs ou des réductions d'effectifs. En résumé, la situation de l'emploi privé en Guinée équatoriale pour l'année 2021 a été marquée par trois facteurs : i) les effets de la pandémie de coronavirus, ii) la chute des investissements publics et, iii) la diminution du crédit bancaire au secteur privé, impactant négativement l'investissement privé.

S'agissant de l'emploi public, il convient de souligner l'appel d'offre publique lancée par le Gouvernement à mi-juillet 2021, à travers le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative pour couvrir quatre mille (4.000) postes au sein de l'Administration Central de l'Etat. Il est à noter qu'au 31 décembre 2021, le processus de recrutement est toujours en cours.

Par ailleurs, il convient de signaler que les données disponibles sur le secteur du travail ne permettent pas d'apprécier clairement l'évolution réelle de l'emploi dans le pays, compte tenu des

lacunes statistiques des sources, ainsi que du caractère informel de l'activité d'une grande partie des entreprises dans le pays. Ainsi, les données de l'Institut National de la Sécurité Sociale (INSESO) montrent une évolution mensuelle favorable des nouvelles affiliations à la sécurité social, s'établissant à 3 306 nouveaux cotisants au 30 septembre 2021 contre 2 661 inscrits à la même période en 2020, soit une augmentation de 24,2 %. De son côté, le nombre de retraités s'est élevé à 1 278 au 30 septembre, contre 906 affiliés douze mois plus tôt, soit une forte augmentation de 41,1 %. En résumé, le cumul des affiliés à la Sécurité sociale au 30 septembre 2021 s'élève à 117 719 personnes, contre 112 680 inscrits à la même période de 2020. En termes de proportion, les affiliés du secteur privé représentent 71,9 % contre 19,1 en le secteur public et 9,0 % dans les Autres.

**Tableau 5 : Distribution sectorielle des affiliés**



Source : INSESO

## B. FINANCES PUBLIQUES

La politique budgétaire de l'Etat en 2021 a été encadrée dans un environnement marqué par: i) la persistance de la crise sanitaire mondiale, due à la pandémie de la Covid-19 et l'apparition ultérieure de variantes du virus; ii) une reprise des activités économiques, du fait du relâchement des mesures restrictives pour faire face à la pandémie ainsi que l'évolution favorable de la campagne de vaccination ; iii) la hausse progressive des cours mondiaux de matières premières, notamment le pétrole brut et, iv) la mobilisation de ressources externes pour le soutien de l'économie et le financement lié aux urgences sanitaires et sociales.

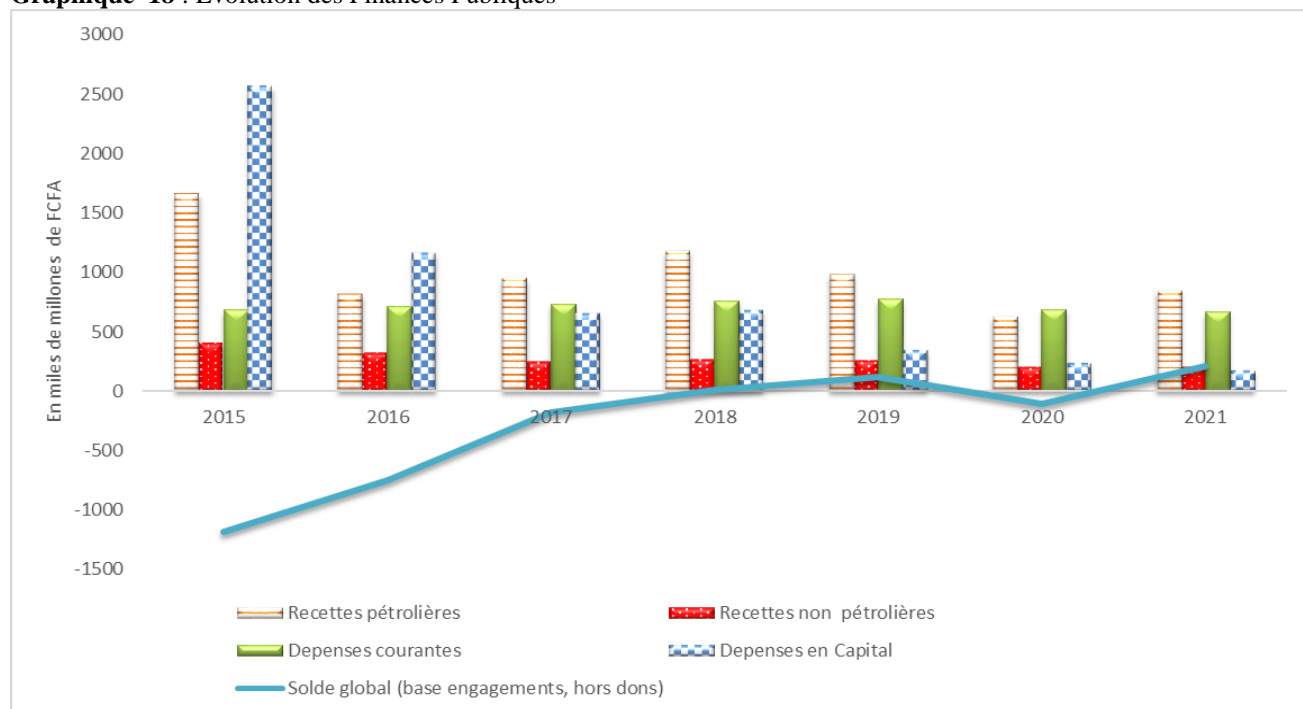
A cet effet, le cadre programmatique de la Loi de Finances pour l'année 2021 a été adopté sur la base des conclusions de la Troisième Conférence Economique Nationale (III CEN), le Programme avec le FMI, pour générer des conditions propices pour soutenir la croissance, ainsi que la mise en application des mesures adoptées par le décret n° 43/2020 du 31 mars, relative aux Mesures Economiques d'Urgences pour le Renforcement du Système National de Protection Social et d'Appui aux PME pour lutter contre la Covid-19.

Selon la Direction Générale du Budget, le recouvrement total de recettes au 30 septembre 2021 s'est établi à 781,8 milliards de FCFA, contre 652,8 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 19,8% expliqué notamment par l'accroissement de recettes liées au secteur pétrolier, marqué par un contexte de hausse de cours mondiaux des hydrocarbures. En effet, les **recettes pétrolières** se sont établies à 633,6 milliards de FCFA à fin septembre 2021 après avoir été de 492,4 milliards de FCFA un an auparavant, soit une hausse de 28,7%. Par contre, les **recettes non pétrolières** se sont contractées de 7,7% se situant à 148,1 milliards de FCFA au 30 septembre 2021 face à 160,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

En ce qui concerne les dépenses, les données disponibles sur la période d'analyse ont reflété une réduction des **dépenses totales** de 11,1%, passant de 648,4 milliards de FCFA à fin septembre 2020 pour se situer à 608,4 milliards de FCFA un an plus tard. Ainsi, les **dépenses courantes** du Gouvernement se sont fixées à 500,4 milliards de FCFA à fin septembre 2021 contre 530,6 milliards de FCFA au même période en 2020, tandis que les investissements publics se sont fortement ajustés en baisse à hauteur de 29,8% passant de 153,7 milliards de FCFA à 107,9 milliards de FCFA un an après.

En conclusion, l'exécution budgétaire de l'Etat au 30 septembre 2021 s'est soldée par un excédent budgétaire de 173,3 milliards de FCFA, contre un déficit de 31,6 milliards de FCFA au 30 septembre 2020.

**Graphique 18 : Évolution des Finances Publiques**

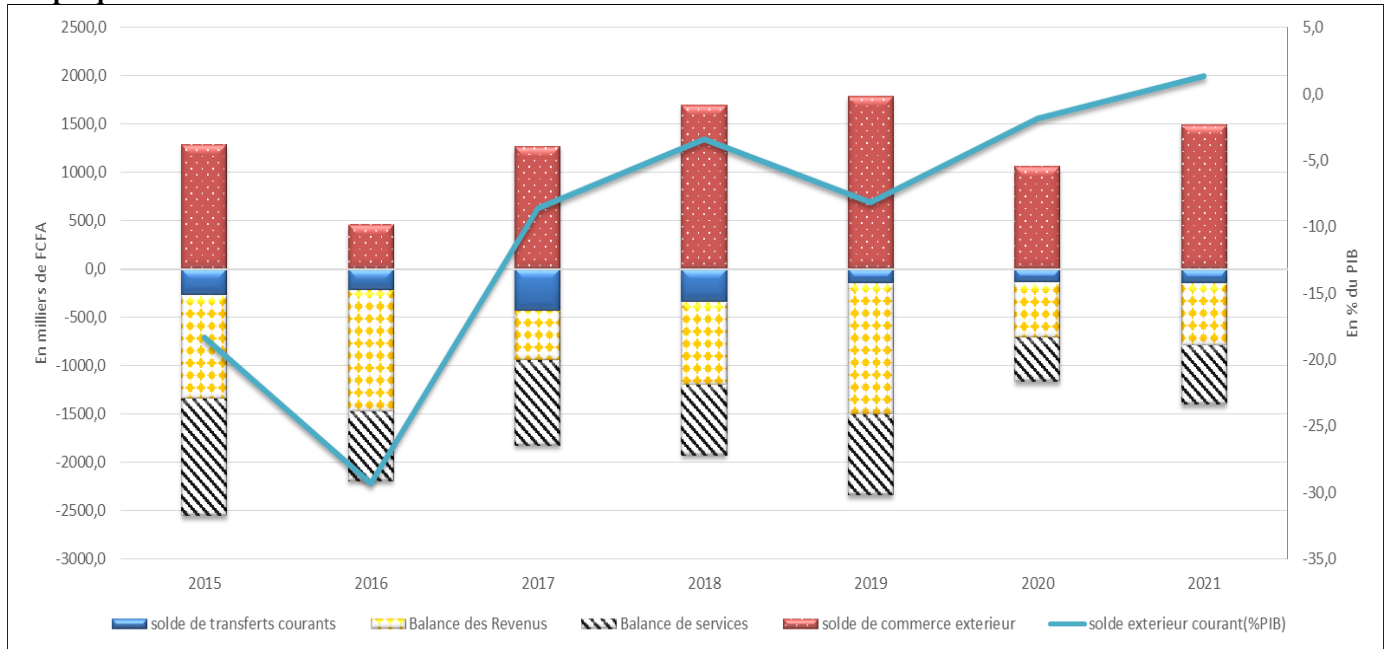


Source : Direction Générale de Budget

## C. SECTEUR EXTERIEUR

S'agissant des comptes extérieurs, le solde des transactions courantes, dons officiels inclus, a été positif représentant 1,4% du PIB en 2021, après un solde déficitaire en 2020, représentant -1,8% du PIB, en raison notamment de l'amélioration du solde de la balance commerciale, qui a affiché une hausse exponentielle de 40,7%, se situant à 1 492,0 milliards de FCFA en 2021, contre 1 060,0 milliards de FCFA en 2020.

**Graphique 19 : Évolution de la balance courante 2015-2021**



Sources : BEAC

## D. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale au 31 décembre 2021 a été marquée par i) une amélioration de la position extérieure globale, ii) une baisse des concours du système monétaire à l'Etat, iii) une baisse de financement de l'économie et iv) une progression de la masse monétaire.

### 1. Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large

#### 1.1. Avoirs extérieurs nets

Dans l'ensemble, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont progressé de 94,65 milliards de F CFA au 31 décembre 2021, pour se situer à -151,28 milliards de F CFA contre -245,92 milliards de FCFA un an auparavant.

Cette augmentation des avoirs extérieurs nets s'explique principalement par la hausse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale, plus précisément l'amélioration du solde débiteur du compte d'opération qui passe de -244,85 milliards de FCFA au 31 décembre 2020 pour atteindre les -38,03 milliards de FCFA à la même date un an plus tard.

En définitive, en dépit d'une amélioration du compte d'opérations, les avoirs extérieurs nets demeurent toujours débiteurs suite à la hausse des engagements extérieurs au niveau des établissements de crédits de la place qui passe de 93,71 milliards de FCFA au 31 décembre 2020 à 154,65 milliards de de FCFA un an plus tard selon leur déclarations.

## **1.2. Crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur a connu une baisse de 15,72 %, passant ainsi de 1 653,66 milliards de FCFA au 31 décembre 2020 à 1 393,64 milliards de FCFA à la même date l'an dernier. Cette évolution est liée à la baisse des créances du système monétaire sur l'Etat - 32,55% et des crédits à l'économie -3,03%.

### ❖ Créances nettes sur l'Etat

Les créances nettes du système monétaire sur l'Etat se sont établies à 479,67 milliards de F CFA en décembre 2021 contre 711,13 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse de 32,55%. Cette évolution du solde débiteur de l'Etat s'explique au niveau de la Banque Centrale, par la hausse des Dépôts et Encaisses de l'Etat de 201,28 milliards de FCFA ; et par la hausse de ses dépôts dans les banques commerciales de 46,21 milliards de FCFA pendant la période d'analyse.

### ❖ Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a diminué de 3,03%. Il s'est situé à 913,97 milliards de FCFA à fin décembre 2021, contre 942,53 milliards de FCFA au 31 décembre 2020.

Son analyse suivant leur maturité fait ressortir la situation suivante: 768,30 milliards de FCFA de crédits à court terme, 123,56 milliards de FCFA de crédits à moyen et 22,11 milliards de FCFA de crédits à long terme. En termes d'analyse globale, les crédits à court terme représentent 84,06%, tandis que les crédits à moyen et long terme représentent 13,52% et 2,42% respectivement du total des crédits à l'économie. Par secteur d'activité, les branches les plus importantes sont: « Bâtiment et Travaux Publics », « production des services destinés à la collectivité de services sociaux et de services personnel » et « production – distribution d'électricité – gaz – vapeur – eau » représente ainsi 43,62%, 18,18% et 12,37%, respectivement.

## **2. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) et de ses contreparties**

La masse monétaire (M2) s'est accrue de 0,40% pour s'établir à 999,58 milliards de FCFA à fin décembre 2021 contre 995,61 milliards de FCFA à fin décembre 2020, en liaison avec la dynamique de ses contreparties.

Selon l'analyse de ses composantes, les disponibilités monétaires ont augmenté de 15,34%, passant de 725,30 milliards de FCFA au 31 décembre 2020 à 836,57 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est liée à la hausse de la monnaie fiduciaire de 6,15% et une hausse de la monnaie scripturale de 18,35% à fin décembre 2021. Quant à la quasi-monnaie, elle a enregistré une baisse de 39,70% passant de 270,31 milliards de FCFA à fin décembre 2020, à 163,01 milliards de FCFA un an plus tard.

En ce qui concerne la structure de la masse monétaire, les disponibilités monétaires représentent 83,69% au 31 décembre 2021, contre 72,85% au 31 décembre 2020; la quasi-monnaie représente 16,31% à fin décembre 2021, contre 27,15% douze mois auparavant.

### **E. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE**

La situation comptable de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en Guinée Equatoriale au 31 décembre 2021, comparée à celle qui prévalait un an plus tôt, s'est caractérisée par une hausse des avoirs en DTS et des titres détenus à des fins de politique monétaire du côté de l'actif, et également au passif, en termes des fonds de stabilisation des recettes budgétaires.

Le taux de couverture des engagements extérieurs à vue par les avoirs extérieurs de la CEMAC s'est établi en 64,05% en fin décembre 2021, contre 60,00% à fin décembre 2020.

#### **AL'ACTIF**

Les disponibilités extérieures ont amélioré de 86,09%, passant de -240,01 milliards de FCFA au 31 décembre 2020 à -33,38 milliards de FCFA au 31 décembre 2021.

Les créances sur les banques de la Guinée Equatoriale ont baissé de -5,52%, se situant à 171,00 milliards de FCFA au 31 décembre 2021, contre 181,00 milliards de FCFA au 31 décembre 2020. Elles sont consécutives aux concours du Marché Monétaire, notamment le guichet «Pensions et Autres», en faveur des banques commerciales.

Les créances sur le Trésor National ont augmenté de 7,16% en glissement annuel. Elles se sont situées à 652,34 milliards de FCFA à fin décembre 2021, contre 608,74 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette hausse s'explique principalement à l'octroi des «titres détenus à des fins de politique monétaire » chiffré à 43,64 milliards de FCFA.

La position de la Guinée Equatoriale auprès du FMI a légèrement augmenté de 3,95%. Elle s'est chiffrée à 47,34 milliards de FCFA à fin décembre 2021, contre 45,54 milliards de FCFA à la même date un an auparavant. Cette hausse est due aux quotes-parts en devises et aux allocations des Avoirs en DTS.

Ainsi, les avoirs extérieurs bruts de la Guinée Equatoriale (les avoirs extérieurs à vue, les autres avoirs extérieurs, les encaisses en Or et les avoirs auprès du FMI) présentent un solde débiteur de - 194,47 milliards de FCFA au 31 décembre 2020, contre un solde créditeur de 13,96 milliards de FCFA au 31 décembre 2021, représentant ainsi une amélioration considérable.

Pour l'ensemble de la Zone d'émission **CEMAC**, le Compte d'Opérations est créditeur de 3 797,98 milliards de FCFA à fin décembre 2021.

## **AU PASSIF**

Au 31 décembre 2021, la circulation fiduciaire de la Guinée Equatoriale, c'est-à-dire les billets et pièces en circulation dans le système monétaire, a augmenté de 4,92%, se situant à 229,93 milliards de FCFA, contre 219,16 milliards de FCFA au 31 décembre 2020.

En ce qui concerne les dépôts du Trésor et des Comptables Publics, ils se sont accrus de 168,06%. En effet, ils se sont situés à 319,43 milliards de FCFA à fin décembre 2021, contre 119,16 milliards de FCFA un an plus tôt, en raison principalement de l'augmentation du solde des comptes courants.

Les dépôts des banques et institutions financières auprès de l'Institut d'Emission ont augmenté de 16,26%, pour s'établir à 214,51 milliards de FCFA en décembre 2021 contre 184,51 milliards de FCFA un an auparavant. Cette légère augmentation s'explique d'une part, par l'accroissement dans les comptes courants des banques et Institutions financières de la Zone.

La Base Monétaire de la Guinée Equatoriale (monnaie fiduciaire hors banques créatrices de monnaie, réserves des banques créatrices de monnaie, dépôts des institutions bancaires en liquidation, dépôts des institutions financières non bancaires et dépôts des entreprises publiques non financières) s'est élevée à 419,43 milliards de FCFA en fin décembre 2021, contre 384,86 milliards de FCFA un an plus tôt.

## **F. SITUATION BANCAIRE**

### **1. Evolution de la situation bilancielle**

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 31 décembre 2021. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 1 352 Mds FCFA. Il a régressé de 0,5 % au cours du mois de décembre 2021 mais est en progression de 0,6 % par rapport au 31 décembre 2020.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 073 Mds FCFA (79,4 % du total du bilan). Ils ont baissé de 0,4 % en cadence mensuelle et sont en hausse de 3,4 % en variation annuelle.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 990 Mds FCFA. Ils ont gagné 1,5 % au cours du dernier mois écoulé. Mais, comparés à leur niveau de décembre 2020, ils sont en contraction de 2,4 %. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont baissé de 1,7 % au cours du mois de décembre 2021 et de 5,0 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 168 Mds FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 822 Mds FCFA (60,8 % du total du bilan), soit une variation mensuelle de 2,2 % et annuelle de -1,8 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 583 Mds FCFA. Elles représentent 58,9 % des crédits bruts contre 60,0 % et 53,0 % respectivement un et douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée par rapport à la situation qui prévalait à fin décembre 2020, mais s'est améliorée au cours du mois de décembre 2021. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 28,7 % contre 29,2 % le mois précédent et 32,9 % en décembre 2020. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 39 Mds FCFA. Ce besoin était estimé à 36 Mds FCFA le mois précédent et à 28 Mds FCFA l'année précédente à la même date.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 130,5 % (contre 134,0 % un mois plus tôt et 124,0 % en décembre 2020). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 251 Mds FCFA. On relevait un excédent de 273 Mds FCFA le mois précédent et de 201 Mds FCFA en décembre 2020.

Les banques de la CEMAC dégagent un excédent des capitaux permanents de 174 Mds FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. Le mois précédent, un excédent de 176 Mds FCFA était observé. A fin décembre 2020, il s'élevait à 168 Mds FCFA.

L'excédent de trésorerie se situe à 420 Mds FCFA (31,0 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de -7,1 % et +7,0 %, respectivement par rapport à la situation du mois précédent et à celle prévalant douze mois plus tôt.

### *Evolution de la situation bilantielle (en millions de francs CFA)*

	31/12/2019	31/12/2020	30/06/2021	30/09/2021	30/11/2021	31/12/2021
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 090 664	1 038 265	1 073 345	1 088 658	1 077 797	1 073 192
Crédits bruts	1 012 158	1 013 738	981 637	974 206	975 009	989 784
Créances en souffrance	500 811	537 163	596 006	596 987	585 046	583 200
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	170 924	176 503	170 047	170 403	170 564	167 609
CREDITS NETS	841 234	837 235	811 590	803 803	804 445	822 175
CAPITAUX PERMANENTS	292 940	282 054	282 554	277 667	279 221	279 254
VALEURS IMMOBILISEES	98 407	114 120	107 600	105 656	103 538	105 257
AUTRES POSTES NETS	25 727	23 505	3 249	1 509	2 727	-5 173
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	469 690	392 469	439 958	458 375	451 762	419 841
TOTAL DU BILAN	1 409 331	1 343 824	1 359 148	1 367 834	1 359 745	1 352 446

## **2. Respect des normes prudentielles**

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse (sans changement par rapport au mois précédent et l'année précédente à la même date) :

- aucune banque n'est en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (contre 3 banques en conformité le mois précédent et l'année précédente à la même date) ;
- en matière de solvabilité, aucune banque n'exteriorise un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 3 banques le mois précédent et l'année précédente à la même date ; (le minimum réglementaire étant fixé à l'époque à 7 % des fonds propres nets) ;
- dans le cadre des normes de division des risques, 0 banques parviennent à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres (contre 2 banques le mois précédent et l'année précédente à la même date) et seulement 0 banques se conforment à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 45 % des fonds propres nets (contre 1 banques le mois précédent et 2 banques l'année précédente à la même date) ;
- s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 0 banques réalisent un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (contre 1 banques le mois précédent et 2 banques l'année précédente à la même date) ;
- en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 0 banques (contre 4 banques le mois précédent et 3 banques l'année précédente à la même date) ;
- quant au respect du coefficient de transformation à long terme, 0 banques parviennent à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (nombre identique à celui du mois précédent contre 1 banques en conformité l'année précédente à la même date) ;
- enfin, 0 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (le nombre de banques en conformité était de 1 le mois précédent et de 2 l'année précédente à la même date).

## **G. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TITRES PUBLICS**

Le Comité de Politique Monétaire a tenu sa première réunion extraordinaire de l'année 2021, le 25 novembre, en tenant compte de la mise en œuvre des mesures adoptées, pour faire face à la crise de la pandémie COVID-19, la persistance des effets de cette pandémie dans la CEMAC et la nécessité de préservation de la stabilité extérieur de la monnaie, lors de la session du 28 juin 2021.

Compte tenu de l'évolution récente des réserves de change liée à la hausse des cours du pétrole, ainsi qu'aux incertitudes qu'elle fait peser sur la reprise des économies de la CEMAC et des risques qui pourraient continuer de peser sur la stabilité extérieure de la monnaie, la BEAC a jugée nécessaire de réorienter la politique monétaire à travers d'un ajustement de ses principaux taux.

Ainsi, entre décembre 2020 et décembre 2021, l'activité du marché monétaire s'est caractérisée par: (i) la hausse de l'encours des injections de liquidité de la BEAC, en lien avec le maintien des injections actives de la BEAC sur le marché monétaire, conformément au plan de riposte à la Covid-19, (ii) la hausse du volume des transactions interbancaires, (iii) l'arrivée à terme du programme de rachat des titres publics par la BEAC sur le marché secondaire, (iv) la réactivation, suite à la Décision n° 2 du CPM du 28 juin 2021, des reprises de liquidité via des opérations de maturité longue (1 mois), et (v) la poursuite du dynamisme du marché des titres publics.

Ainsi, l'activité du Marché Monétaire de la Guinée Equatoriale s'établit comme suit :

## **1 COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE SUR LE MARCHE MONETAIRE**

Sur la période d'analyse, l'encours moyen des injections de liquidité a diminué de 23,80 milliards de FCFA, en passant de 181,2 milliards de FCFA en décembre 2020 à 157,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Ces concours sont constitués : i) des avances au titre de l'opération principale d'injection de liquidité à 7 jours dont l'encours moyen a légèrement diminué en passant de 36,19 milliards de FCFA en décembre 2020 à 18,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021; ii) des avances au titre de l'opération d'injection de liquidité à maturité longue, par la biais d'une seule opération d'un montant de 50 milliards de FCFA a été lancée en décembre 2021, sans soumission des banques de la place contrairement à la même période de l'année précédente, où aucune opération n'a été lancée ; iii) des facilités permanentes de prêt marginal dont l'encours a progressé de 120 milliards de FCFA à 139 milliards de FCFA entre les deux périodes analysées, en lien avec la levée du plafond de refinancement de la CCEIBANK GE. Donc, à fin décembre 2021, les opérations de facilités permanentes de prêt marginal ont représenté 99,6% du volume total des interventions de la Banque Centrale en faveur des banques de la place.

Ainsi, en application de la décision du CPM n°02/CPM/2021 du 28 juin 2021 portant la réactivation des opérations de reprise de liquidité, quatre opérations d'un montant de **50 milliards de FCFA** chacune ont été lancées par la BEAC au cours de la période analysée. Aucune soumission des banques de la place n'a été enregistrée.

S'agissant des autres interventions, aucune opération structurelle n'a été déclenchée. Il en est de même pour les opérations de réglage fin, les apports de liquidités d'urgence, les avances intra-journalières et les avances via le guichet spécial de refinancement à moyen terme.

Concernant le coût des ressources, le taux moyen pondéré des montants adjugés au titre des opérations principales d'injection de liquidité a oscillé entre 3,89% et 4,05% au mois de décembre 2021.

Quant au collatéral ayant servi comme garantie aux opérations de refinancement de la BEAC, il est à signaler la préférence des établissements de crédit pour les titres publics émis dans la CEMAC, qui s'est établi à 187,7 milliards de FCFA afin décembre 2021 contre 157 milliards de FCFA un an auparavant.

## 2 EVOLUTION DES TAUX D'INTERETS

Les principaux taux d'interventions de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, définis par le Comité de Politique Monétaire du 25 novembre 2021 (communiqué de presse séance extraordinaire du 25 novembre 2021), ont été ajusté comme suit:

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)..... de **3,25%** à 3,50%
- Taux de la facilité marginale de prêt ..... de **5,00%** à 5,25%
- Taux de la facilité marginale de dépôts..... **0,00%** (*inchangé*)

Les taux de rémunération des dépôts publics à la BEAC demeurent inchangés (Décision 02/CPM/2014 du 08/07/2014) et se présentent comme suit :

- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de Réserves pour les Générations Futures (TISPP<sub>0</sub>) ..... **0,40%**
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP<sub>1</sub>) ..... **0,05%**
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des Dépôts Spéciaux (TISPP<sub>2</sub>).....**0,00%**

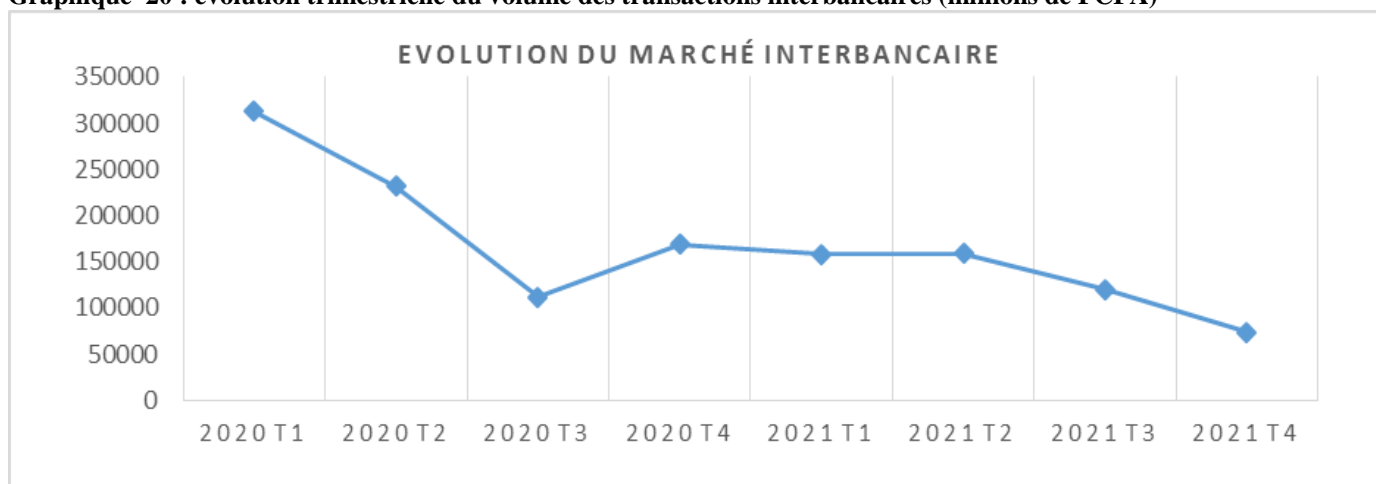
## 3 COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Le volume des transactions interbancaires s'est orienté à la baisse au cours du quatrième trimestre 2021, traduisant ainsi, un manque de confiance des acteurs et un relèvement du niveau du risque perçu par les banques de la place dans le contexte de crise lié à la pandémie du *COVID-19*.

En effet, l'encours des transactions interbancaires au cours de la période analysée s'est établi à 74,50 milliards de FCFA (*opérations de pension livrée*), contre 169,09 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2020. Les volumes échangés sur ce compartiment ont porté sur les opérations de maturité de 1 à 5 mois.

Le taux interbancaire moyen pondéré (TIMP) à 30 et 175 jours des opérations collatéralités est revenu de 4% à 4,9% pour finir à 5% au quatrième trimestre 2021.

Graphique 20 : évolution trimestrielle du volume des transactions interbancaires (millions de FCFA)



#### 4 MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

Au cours de la période d'analyse, le marché des titres publics, malgré le contexte difficile lié à la pandémie du Covid-19 s'est caractérisé par : *i*) la poursuite du dynamisme du compartiment primaire des titres publics, et *ii*) une légère hausse des coûts des émissions. Les montants mobilisés par le Trésor ont diminué de 39,3%, passant de 64,2 milliards de FCFA au 31 décembre 2020 (*six appels d'offres fructueuse sur les bons du Trésor Assimilables de 52 semaines*) contre 39,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 (*cinq appels d'offres fructueuses et un infructueuse sur les bons du Trésor Assimilables de 52 semaines*).

L'évolution mensuelle du taux moyen pondéré des émissions des BTA s'est légèrement hissé, oscille entre 9,06% et 8,43% au cours de la période précédente contre un coût moyen oscillant entre 8,40% et 8,48% sur la période considérée.

L'encours global des titres publics à souscription libre du Trésor Public de la République de Guinée Équatoriale a augmenté de 15,2 %, passant de 540,46 milliards de FCFA à fin décembre 2020 à 622,71 milliards de FCFA de la même période. Il est à signaler que, cet encours global, inclue la titrisation de la dette intérieure de l'Etat avec la CCEIBANK GE.

#### 5 RÉSERVES OBLIGATOIRES

Le volume des réserves obligatoires à constituer par les assujettis a baissé de 0,06 milliards de FCFA au cours de la période de référence, pour s'établir à 72,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021, soit une baisse en cadence mensuelle de 0,1%. Elle est en glissement annuel de 0,5% entre les périodes considérées. Sur cette même période, seule (01) banque ne déclare pas normalement ses constitutions des réserves obligatoires.

Les coefficients de Réserves Obligatoires ont demeuré inchangés sur la période sous revue, à 7,0% pour les exigibilités à vue et à 4,50% pour les exigibilités à terme.

## ▪ OPERATIONS AVEC LE TRESOR PUBLIC

Les créances de la Banque Centrale sur le Trésor National se sont maintenues à 608,70 milliards de FCFA au cours du quatrième trimestre 2021.

S'agissant des placements du Trésor, ils ont évolué comme suit :

Le solde du compte « *Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (MSRB)* » a progressé de 2,16 milliards de FCFA à 7,51 milliards de FCFA entre décembre 2020 et décembre 2021, suite à un nouveau placement effectué par le Trésor.

En ce qui concerne, le solde du compte « *Fonds des Réserves pour les Générations Futures* », il s'est établi à 42,68 milliards de FCFA à fin décembre 2021 contre un solde de 70,54 milliards de FCFA, observé un an auparavant soit un repli de 39,5%, suite aux retraits anticipés effectués par le Trésor.

Quant au solde du compte « *Dépôts spéciaux* », il a progressé considérablement de 23,84 milliards de FCFA à fin décembre 2021 contre un solde de 2,50 milliards de FCFA un an auparavant, suite au volume des approvisionnements des recettes issues de l'activité pétrolière, effectués par le Trésor.

### III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EQUATORIALE A COURT ET MOYEN TERMES (2022-2024)

En dépit de la maîtrise des effets économiques récessifs au niveau mondial, régional et national de la pandémie de la Covid-19, l'économie équato-guinéenne demeurerait en récession dans le secteur pétrolier, tandis que le non pétrolier renouerait avec la croissance à moyen terme. Entre 2022 et 2024, en moyenne annuelle, le taux de croissance reculerait de 0,9%. En raison du vieillissement des champs déjà en production, les activités dans le secteur pétrolier devraient baisser de 6,8% en moyenne sur la période sous revue, tandis que l'activité non pétrolière augmenterait de 2,7% en raison du dynamisme de secteur tels que la pêche industrielle, notamment la pêche du thon dont la Guinée Equatoriale est l'une des principales réserves mondiales.

Les principales hypothèses sur lesquelles reposent l'évolution de l'économie équato-guinéenne entre 2022 et 2024 sont les suivants:

- i)* **Cours des produits de base** : il est prévu une hausse des cours moyens du pétrole brut équato-guinéen sur la période, s'établissant à 78,6 dollars/baril en 2022 (+20,5%), 71,5 dollars/baril en 2023 (+9,6%) et 67,1 dollars/baril en 2024 (+2,8%);
- ii)* **Production annuelle des hydrocarbures** : le pétrole brut diminuerait de 5,6% en 2022, de 18,1% en 2023 et de 28,4% en 2024. Par ailleurs, les exportations de méthanol, LNG et les autres Gaz augmenterait de 10,6% en 2022, de 6,3% en 2023 et diminuerait de 4,1 % en 2024 ;
- iii)* **Mesures publiques de soutien à l'économie** : la Guinée Equatoriale continuera de bénéficier du soutien du FMI et des autres bailleurs de fonds pour le redressement de l'activité et la mise en application des mesures économiques nécessaires au programme national de diversification économique horizon 2035.

Ainsi, les projections à moyen terme révisées par les services de la BEAC tablent sur un taux de croissance du PIB réel de 1,8% en 2022, de -1,9% en 2023 et de -2,5% en 2024.

A moyen terme (2022-2024), les tensions inflationnistes resteraient contenues en dessous de la norme communautaire de 3 % à l'horizon 2022. La gestion des finances publiques devrait se détériorer, avec un solde budgétaire, base engagements hors dons, d'environ -3,9 % du PIB en moyenne, après +3,1 % en 2021. S'agissant du secteur extérieur, le déficit du solde du compte courant devrait s'établir autour de -6,1 % du PIB, après 1,4 % du PIB en 2021.

# ANNEXES

**Tableau 6 : Principaux indicateurs économiques et financiers 2010-2024**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
	(Variations annuelles, en %)								0	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Sb 82,4 \$	Prév.	Prév.
<b>PIB, prix et population</b>																
Taux de croissance (PIB global en termes	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,7	0,8	1,8	-1,9	-2,5	
dont secteur pétrolier	-7,5	0,1	3,4	-7,7	1,2	-15,0	-8,8	-6,5	-10,3	-10,9	-5,3	-6,7	-0,9	-8,8	-11,3	
secteur non pétrolier	2,5	11,9	15,7	0,9	-3,1	-2,2	-10,2	2,8	4,2	1,2	-4,2	6,5	3,6	2,5	2,5	
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
Inflation/ (prix à la consommation - en moy)	5,6	4,8	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	0,8	1,3	1,2	4,8	-0,1	1,3	2,1	2,1	
<b>Finances publiques</b>																
Recettes totales	-9,8	32,5	12,1	-15,7	-3,0	-20,9	-45,4	6,7	20,0	-14,2	-33,9	27,0	-8,4	-15,2	-10,2	
dont recettes pétrolières	-11,4	36,2	8,1	-14,2	-8,2	-25,9	-51,2	17,6	23,4	-16,5	-36,7	35,7	-18,5	-25,4	-17,4	
recettes non pétrolières	8,4	-1,3	44,1	-17,9	48,8	9,5	-21,5	-21,0	7,2	-4,3	-22,9	-0,3	34,5	11,1	2,5	
Dépenses totales	-11,0	9,9	45,4	-17,3	2,6	-4,9	-42,2	-26,1	3,7	-22,3	-17,1	-10,4	17,2	-3,0	-0,6	
dont dépenses courantes	31,5	10,3	62,9	6,9	-10,9	-11,9	4,2	2,6	3,9	1,3	-10,6	-3,4	24,1	0,8	0,0	
dépenses en capital	-16,9	9,9	41,5	-23,4	7,4	-2,9	-54,6	-43,7	3,4	-48,8	-31,5	-30,6	57,6	-14,9	-3,1	
<b>Monnaie et crédit</b>																
Avois extérieurs nets	-25,9	37,3	43,1	4,8	-31,6	-47,6	-80,9	-57,1	42,0	-177,7	-219,5	38,5	21,2	-119,7	-5,6	
Crédits à l'économie	36,4	26,1	-15,3	33,6	17,3	14,0	3,7	1,4	1,8	-20,6	0,0	-3,0	-8,4	3,6	-10,9	
Créances nettes sur l'Etat	56,0	-105,7	8,5	-18,0	43,9	71,6	227,4	50,9	3,6	97,8	10,1	-29,5	45,8	28,7	22,6	
Masses monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	16,3	8,4	8,2	
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	200,0	52,8	-34,5	93,3	-39,2	71,5	-5,7	10,1	16,1	14,7	
Taux de couverture extérieure (fin de périod	122,4	101,8	100,9	100,7	80,6	55,9	8,4	7,1	7,1	7,3	7,7	6,9	18,7	3	-1	
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB /	3,04	2,96	2,24	2,21	2,63	2,88	3,17	3,35	3,63	4,08	4,35	4,71	4,30	4,13	3,97	
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de périod	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,95	2,45	2,95	3,50	3,50	3,25	3,50	3,50	3,50	3,50	
<b>Secteur extérieur</b>																
Exportations, fob	27,0	16,7	10,2	-17,2	-9,9	-46,1	-28,5	24,4	10,7	-7,3	-35,6	42,4	21,0	-16,6	-15,3	
Importations, fob	54,5	-20,6	7,1	-3,5	-4,6	-23,1	-6,5	-11,4	-5,8	-21,0	-28,4	44,3	64,5	-21,9	-13,6	
Termes de l'échange	25,0	38,4	-2,0	-3,0	-10,3	-46,5	-5,3	26,6	24,9	-6,6	-33,6	59,9	30,8	-11,7	-8,6	
Variation des prix à l'exportation	32,8	42,7	5,4	-9,4	-10,5	-36,1	-19,3	23,9	24,3	-3,1	-36,5	67,6	41,3	-40,4	-7,2	
Variation des prix à l'importation	6,2	3,1	7,6	-6,6	-0,2	19,4	-14,8	-2,2	-0,4	3,7	-4,3	4,8	8,0	1,5	1,5	
Taux de change effectif réel	(8,7)	0,5	-1,2	6,9	5,8	-0,1	1,5	-1,6	...	...	...	...	...	...	...	
Taux de change effectif réel des exportat	(8,7)	0,5	-1,2	7,0	5,9	0,1	1,3	-1,5	...	...	...	...	...	...	...	
Taux de change effectif réel des importat	1,2	2,4	-0,2	1,7	3,1	-0,2	2,1	-2,9	...	...	...	...	...	...	...	
Marge de compétitivité cumulée depuis	(46,7)	(47,5)	-45,7	-55,8	-64,8	-64,6	-67,0	-64,3	...	...	...	...	...	...	...	
<b>Monnaie et crédit (Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)</b>																
Avois extérieurs nets	-58,4	41,6	62,4	6,4	-41,3	-49,2	-49,1	-7,7	2,4	-15,2	-15,7	-2,9	2,8	-12,2	-1,1	
Avois intérieurs nets	107,2	-35,5	-6,8	0,5	27,7	38,4	33,1	8,7	-5,1	7,3	8,7	3,3	13,5	20,6	9,3	
Crédit intérieur net	113,4	-36,1	-2,3	2,3	34,4	36,7	31,4	11,0	0,8	6,4	6,1	-23,9	15,3	20,6	9,4	
Créances nettes sur l'Etat	91,1	-50,7	7,9	-9,9	26,6	28,1	28,4	9,7	-1,0	27,5	6,1	-21,0	23,0	18,0	16,9	
Crédits à l'économie (crédits actifs)	22,3	14,7	-10,2	12,2	7,9	8,6	2,9	1,4	1,8	-21,1	0,0	-2,9	-7,6	2,6	-7,5	
Autres postes nets	-6,2	0,6	-4,5	-1,8	-6,8	1,7	1,7	-2,3	-5,8	0,9	2,7	27,2	-1,8	-0,1	0,0	
Masses monétaire (M2)	48,9	6,1	55,6	6,9	-13,6	-10,8	-16,0	1,0	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	16,3	8,4	8,2	
<b>Comptes nationaux (Contribution à la croissance réelle, en %)</b>																
Produit intérieur brut	-3,9	4,5	8,4	-4,0	-0,7	-9,3	-9,5	-2,1	-3,1	-4,4	-4,7	0,8	1,8	-1,9	-2,5	
dont secteur pétrolier	-4,8	0,0	2,0	-4,3	0,7	-8,3	-4,6	-3,4	-5,2	-2,1	-2,3	-2,9	-0,4	-3,4	-4,1	
secteur non pétrolier	0,9	4,5	6,4	0,4	-1,4	-1,0	-4,9	1,3	2,1	0,6	-2,4	3,7	2,2	1,5	1,6	
Demande intérieure brute	17,4	18,4	7,3	1,8	-1,8	-29,4	-6,7	-2,1	2,2	-7,5	-17,4	19,4	21,2	-10,3	-6,8	
Consommation	24,2	14,3	-0,4	3,8	3,2	-22,8	5,9	-14,8	1,3	1,3	-15,0	18,8	22,2	-7,6	-4,9	
Publique	0,9	0,5	7,2	1,7	-2,6	-2,0	1,0	0,1	0,8	0,7	-2,7	-1,6	3,9	0,1	-0,4	
Privée	23,3	13,9	-7,6	2,2	5,8	-20,8	4,9	-14,9	0,5	0,5	-12,3	20,4	18,3	-7,7	-4,5	
Investissements bruts	-6,8	4,1	7,7	-2,1	-1,1	-6,6	-12,6	12,7	0,9	-8,8	-2,4	0,6	-1,0	-2,7	-1,9	
Publics	-6,3	0,4	6,5	-5,1	-1,8	-1,3	-10,8	-2,5	0,8	-3,2	-1,2	-0,1	1,3	-0,2	-0,3	
Privés (Entreprises et ménages)	-0,5	3,7	1,2	3,0	-3,3	-5,3	-1,8	15,2	0,1	-5,6	-1,2	0,7	-2,3	-2,4	-1,6	
dont secteur pétrolier	-2,2	2,5	2,2	1,3	-3,7	-2,2	-1,0	8,3	-0,8	-5,4	-0,1	1,4	0,3	-1,7	-1,4	
secteur non pétrolier	1,7	1,2	-1,1	1,7	0,4	-3,1	-0,8	6,9	0,9	-0,2	-1,1	-0,8	-2,5	-0,7	-0,2	
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Exportations nettes	-21,4	-13,9	1,1	-5,7	1,1	20,1	-2,8	0,1	-5,2	3,1	12,7	-18,6	-19,4	8,4	4,3	
Exportations de biens et services non fac	-4,4	-19,9	2,9	-4,2	0,3	-4,2	-3,8	2,0	-10,9	-2,3	1,2	-14,3	-7,8	-1,6	-2,0	
Importations de biens et services non fac	-17,0	6,0	-1,8	-1,6	0,8	24,4	1,0	-1,9	5,6	5,4	11,6	-4,3	-11,6	9,9	6,3	
<b>Comptes nationaux (En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</b>																
Investissements	32,8	33,1	39,4	39,1	35,8	46,7	28,2	31,8	29,4	26,3	27,0	27,1	29,7	28,6	27,8	
dont Secteur pétrolier	1,9	3,9	5,7	7,0	3,6	3,1	1,1	10,3	8,6	8,3	9,0	10,8	12,4	10,4	8,7	
Epargne intérieure	55,1	68,4	75,5	64,5	55,0	47,9	24,0	37,8	43,2	40,6	37,5	39,9	34,6	35,6	34,7	
Epargne nationale	13,6	29,3	40,9	37,4	33,8	32,4	2,7	30,0	30,9	20,4	27,6	30,6	25,8	26,0	26,0	
<b>Finances publiques</b>																
Recettes totales	26,6	30,3	30,7	27,5	26,9	29,8	19,1	18,6	20,6	18,5	14,2	15,0	12,7	11,2	10,3	
Recettes pétrolières	24,0	28,1	27,4	25,0	23,1	24,0	13,7	14,8	16,8	14,6	10,8	12,2	9,2	7,1	6,0	
Recettes non pétrolières	2,6	2,2	3,3	2,5	3,8	5,8	5,4	3,9	3,8	3,8	3,4	2,8	3,5	4,1	4,3	
Dépenses totales	31,2	29,4	38,6	34,0	35,2	46,9	31,8	21,5	20,5	16,7	16,1	12,0	14,5	14,6	14,8	
Dépenses courantes	5,6	5,3	7,8	8,9	8,0	9,9	12,1	11,3	10,9	11,5	12,0	9,6	11,0	11,5	11,8	
Dépenses en capital	25,5	24,1	30,8	25,1	27,2	37,0	19,7	10,1	9,7	5,2	4,1	2,4	3,5	3,1	3,0	
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	4,4	-0,6	-2,1	-3,1	
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-4,3	1,2	-7,6	-6,1	-7,7	-16,6	-11,8	-2,4	0,8	2,7	-0,8	4,4	-0,6	-2,1	-3,1	
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et	-72,6	-77,8	-95,4	-75,3	-72,2	-69,4	-40,3	-27,7	-26,7	-18,4	-15,5	-11,5	-14,7	-12,8	-11,9	
Solde budgétaire, base engagements hors c	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	3,1	-1,8	-3,4	-4,5	
Solde budgétaire, base engagements dons	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	3,1	-1,7	-3,4	-4,5	
Solde budgétaire de base (déficit -)	-4,5	0,9	-8,0	-6,5	-8,3	-17,0	-12,7	-2,8	0,1	1,8	-1,8	3,1	-1,8	-3,4	-4,5	
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 %	-1,4	-2,8	-12,8	-10,3	-9,9	-20,9	-6,6	-1,3	-2,7	-0,7	-0,3	2,1	-1,5	-1,9	-2,9	
<b>Secteur extérieur</b>																
Exportations de biens et services non fac	81,2	81,6	81,5	71,9	65,3	51,0	44,0	51,2	49,8	47,9	36,8	42,8	47,4	41,4	36,2	
Importations de biens et services non fac	58,9	46,4	45,3	46,4	46,1	49,8	48,2	45,2	36,0	33,6	26,2	30,0	42,5	34,5	29,3	
Solde du compte courant (dons off.incl., d	-20,2	-6,1	-1,2	-2,7	-4,7	-18,3	-29,3	-8,6	-3,4	-8,2	-1,8	1,4	-5,8	-4,5	-3,4	
Solde du compte courant (dons off.excl., c	-20,3	-5,6	-1,2	-2,6	-4,1	-16,8	-29,2	-8,5	-3,0	-8,1	-1,9	1,2	-5,9	-4,6	-3,5	
Encours de la dette extérieure/PIB	4,3	7,3	8,0	6,8	8,9	8,9	10,6	9,8	11,7	11,6	9,1	6,3	6,6	8,3	10,0</	

**Tableau 7 : Évolution de la production de bois en grume (volume en m3)**

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 020	2 021	Var.20/21	Cumul 20	Cumul21	Var.20/21
Janv	8 315	8 650	4,03	8 315	8 650	4,03
Févr	9 193	1 560,5	-83,03	17 508	10 210	-41,68
Mars	10 384	1 268,5	-87,78	27 892	11 479	-58,84
Avr	2 242	1 700,2	-24,17	30 134	13 179	-56,26
Mai	3 502	12 597	259,70	33 636	25 776	-23,37
Juin	5 066	2 997	-40,85	38 703	28 773	-25,66
Juil	2 521	2 959	17,38	41 224	31 733	-23,02
Août	0	5 315		41 224	37 047	-10,13
Sept	0	5 055		41 224	42 103	2,13
Oct	0	10 712		41 224	52 815	28,12
Nov	0	3 489		41 224	56 304	36,58
Déc	0	5 057		41 224	61 360	48,85

**Tableau 8 : Évolution de l'exportation de bois en grume (volume en m3)**

PERIODE	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 020	2 021	Var.20/21	Cumul 20	Cumul21	Var.20/21
Janv	40 012	9 121	-77,20	40 012	9 121	-77,20
Févr	0	9 497		40 012	18 618	-53,47
Mars	0	4 443		40 012	23 061	-42,37
Avr	7 442	20 447	174,74	47 454	43 508	-8,32
Mai	1 940	17 401	796,94	49 394	60 909	23,31
Juin	0	23 244		49 394	84 153	70,37
Juil	0	17 960		49 394	102 113	106,73
Août	441	11 222	2 444,10	49 835	113 335	127,42
Sept	0	1 207		49 835	114 541	129,84
Oct	3 318	44 543		53 154	159 084	199,29
Nov	0	45 766		53 154	204 850	285,39
Dec	0	5 835		53 154	210 685	296,37

**Tableau 9 : Évolution de la transformation de bois en grume (volume en m3)**

	Volume Mensuel			Volume cumulé		
	2 020	2 021	Var.20/21	Cumul 20	Cumul21	Var.20/21
Janv	2 531,2	3 096,6	22,34	2 531	3 097	22,34
Févr	3 388,3	4 018,9	18,61	5 920	7 115	20,20
Mars	2 219,4	4 804,3	116,47	8 139	11 920	46,45
Avr	512	3 650	613,25	8 651	15 569	79,98
Mai	106,09	4 471,85		8 757	20 041	128,87
Juin	1 621,5	10 921,97	573,59	10 378	30 963	198,35
Juil	1 753,3	5 473,27	212,17	12 131	36 437	200,35
Août	2 984,3	4 466,0	49,65	15 116	40 903	170,60
Sept	0	4 466,0		15 116	45 369	200,14
Oct	4 341,1	3 969,4	-8,56	19 457	49 338	153,58
Nov	0	3 124,3		19 457	52 462	169,63
Déc	0	1 142,0		19 457	53 604	175,50

**Tableau 10 : Évolution de la production du pétrole (volume en barils)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNE		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	707 789	631 230	5 078 184	3 941 898	-22,4	5 078 184	3 941 898	-22,4
Février	639 650	553 907	4 631 296	3 573 820	-22,8	9 709 480	7 515 718	-22,6
Mars	692 580	616 634	4 830 998	4 034 526	-16,5	14 540 478	11 550 244	-20,6
Avril	648 535	584 987	4 638 174	3 776 366	-18,6	19 178 652	15 326 610	-20,1
Mai	643 300	619 417	3 658 090	3 923 111	7,2	22 836 742	19 249 721	-15,7
Juin	619 750	587 072	4 348 211	3 854 368	-11,4	27 184 953	23 104 089	-15,0
Juillet	637 372	586 238	4 498 207	3 991 595	-11,3	31 683 160	27 095 684	-14,5
Août	626 294	558 128	4 527 597	3 812 295	-15,8	36 210 757	30 907 979	-14,6
Septembre	620 225	577 890	4 203 256	3 198 965	-23,9	40 414 013	34 106 944	-15,6
Octobre	630 652	540 839	4 216 595	2 957 641	-29,9	44 630 608	37 064 585	-17,0
Novembre	605 344	563 314	3 787 554	2 883 836	-23,9	48 418 162	39 948 421	-17,5
Décembre	647 454	553 334	4 035 367	3 448 688	-14,5	52 453 529	43 397 109	-17,3

**Tableau 11 : Évolution de la production du pétrole brut (volume en barils)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNE		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	489 137	395 843	4 024 159	3 256 623	-19,07	4 024 159	3 256 623	-19,1
Février	444 461	350 209	3 656 613	2 881 194	-21,21	7 680 772	6 137 817	-20,1
Mars	461 660	386 791	3 798 110	3 182 153	-16,22	11 478 882	9 319 970	-18,8
Avril	446 566	357 364	3 673 931	2 940 056	-19,98	15 152 813	12 260 026	-19,1
Mai	324 683	371 286	2 671 185	3 054 595	14,35	17 823 998	15 314 621	-14,1
Juin	414 351	366 128	3 408 893	3 012 158	-11,64	21 232 891	18 326 779	-13,7
Juillet	438 168	375 243	3 604 839	3 087 150	-14,36	24 837 730	21 413 929	-13,8
Août	442 522	353 723	3 640 655	2 910 106	-20,07	28 478 385	24 324 035	-14,6
Septembre	407 213	299 613	3 350 170	2 464 936	-26,42	31 828 555	26 788 971	-15,8
Octobre	403 887	304 362	3 322 807	2 504 006	-24,64	35 151 362	29 292 977	-16,7
Novembre	373 178	258 619	3 070 160	2 127 673	-30,70	38 221 522	31 420 650	-17,8
Décembre	406 799	321 049	3 346 759	2 641 291	-21,08	41 568 281	34 061 941	-18,1

**Tableau 12 : Évolution de la production du pétrole condensat (volume en barils)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL TONNE		VOLUMEN MENSUEL BARILS			VOLUMEN CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	128 117	83 295	1 054 025	685 275	-34,98	1 054 025	685 275	-34,98
Février	118 473	84 189	974 683	692 626	-28,94	2 028 708	1 377 901	-32,08
Mars	125 548	103 606	1 032 888	852 373	-17,48	3 061 596	2 230 274	-27,15
Avril	117 204	101 653	964 243	836 310	-13,27	4 025 839	3 066 584	-23,83
Mai	119 958	105 568	986 905	868 516	-12,00	5 012 744	3 935 100	-21,50
Juin	114 174	102 371	939 318	842 210	-10,34	5 952 062	4 777 310	-19,74
Juillet	108 589	109 935	893 368	904 445	1,24	6 845 430	5 681 755	-17,00
Août	107 808	109 661	886 942	902 189	1,72	7 732 372	6 583 944	-14,85
Septembre	103 693	89 221	853 086	734 029	-13,96	8 585 458	7 317 973	-14,76
Octobre	108 640	55 139	893 788	453 635	-49,25	9 479 246	7 771 608	-18,01
Novembre	87 199	91 912	717 394	756 163	5,40	10 196 640	8 527 771	-16,37
Décembre	83 700	98 139	688 608	807 397	17,25	10 885 248	9 335 168	-14,24

Tableau 13 : Évolution de la production du LNG (volume en BEP)

PERIODE	VOLUME MENSUEL				VOLUME CUMULEE			
	2 020		2 021	Var 20/21	2 020		2 021	Var 20/21
	M3	BARILS	BARILS		M3	BARILS	BARILS	
Janvier	540 396	3 399 091	2 616 533	-23,02	540 396	3 399 091	2 616 533	-23,02
Février	637 321	4 008 749	2 912 220	-27,35	8 585 557	7 407 840	5 528 753	-25,37
Mars	586 620	3 689 840	4 310 348	16,82	12 862 017	11 097 680	9 839 101	-11,34
Avril	518 148	3 259 151	4 232 837	29,88	16 639 316	14 356 831	14 071 938	-1,98
Mai	519 589	3 268 215	4 264 526	30,48	20 427 119	17 625 045	18 336 464	4,04
Juin	492 096	3 095 284	4 352 472	40,62	24 014 499	20 720 329	22 688 936	9,50
Juillet	409 731	2 577 208	4 577 176	77,60	27 001 438	23 297 537	27 266 112	17,03
Août	517 352	3 254 144	4 592 159	41,12	30 772 934	26 551 681	31 858 271	19,99
Septembre	492 383	3 097 089	3 260 528	5,28	34 362 406	29 648 770	35 118 799	18,45
Octobre	448 321	2 819 939	0	-100,00	37 630 667	32 468 710	35 118 799	8,16
Novembre	381 507	2 399 679	3 775 396	57,33	40 411 853	34 868 389	38 894 195	11,55
Décembre	410 855	2 584 278	4 598 569	77,94	43 406 986	37 452 667	43 492 764	16,13

Tableau 14 : Évolution de la production du méthanol (volume en BEP)

PERIODE	VOLUMEN MENSUEL TONNES		VOLUMEN MENSUEL EN BARILS			VOLUMEN CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	79 470	72 606	629 005	574 675	-8,64	629 005	574 675	-8,64
Février	2 608	82469,47	20 640	652 746	3 062,53	649 645	1 227 421	88,94
Mars	10 787	72344,35	85 378	572 606	570,67	735 023	1 800 027	144,89
Avril	65 854	77 134	521 234	610 515	17,13	1 256 257	2 410 542	91,88
Mai	73 482	88 970	581 612	704 200	21,08	1 837 869	3 114 742	69,48
Juin	70 767	78 461	560 121	621 020	10,87	2 397 990	3 735 762	55,79
Juillet	75 781	87 220	599 803	690 350	15,10	2 997 793	4 426 112	47,65
Août	63 371	89 669	501 581	709 729	41,50	3 499 374	5 135 841	46,76
Septembre	41 319	74 134	327 040	586 769	79,42	3 826 414	5 722 610	49,56
Octobre	77 273	65 706	611616	520 063	-14,97	4 438 030	6 242 673	40,66
Novembre	87261,78	82 022	690677	649 206	-6,00	5 128 707	6 891 879	34,38
Décembre	89229	49 945	706248	395 316	-44,03	5 834 955	7 287 196	24,89

**Tableau 15 : Évolution de la production d'autres gaz butane, propane, LPG mixte (Volume en BEP)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL			VOLUME CUMULE		
	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	509 199	427 926	-15,96	509 199	427 926	-15,96
Février	468 068	386 298	-17,47	977 267	814 224	-16,68
Mars	498 809	397 789	-20,25	1 476 076	1 212 013	-17,89
Avril	475 651	394 308	-17,10	1 951 727	1 606 321	-17,70
Mai	481 651	412 773	-14,30	2 433 378	2 019 094	-17,03
Juin	459 993	397 276	-13,63	2 893 371	2 416 370	-16,49
Juillet	456 266	408 771	-10,41	3 349 637	2 825 141	-15,66
Août	449 968	406 116	-9,75	3 799 605	3 231 257	-14,96
Septembre	430 757	313 426	-27,24	4 230 362	3 544 683	-16,21
Octobre	452 168	233	-99,95	4 682 530	3 544 916	-24,29
Novembre	401 325	385 314	-3,99	5 083 855	3 930 230	-22,69
Décembre	435 109	420 994	-3,24	5 518 964	4 351 224	-21,16

**Tableau 16 : Évolution de l'exportation de pétrole en Guinée Equatoriale**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	573 103	525 047	5 876 617	5 001 340	-14,9	5 876 617	5 001 340	-14,9
Février	588 888	281 947	5 494 055	3 000 285	-45,4	11 370 672	8 001 625	-29,6
Mars	556 452	486 303	5 605 762	4 524 989	-19,3	16 976 434	12 526 614	-26,2
Avril	556 907	618 538	5 606 086	6 584 487	17,5	22 582 520	19 111 101	-15,4
Mai	306 780	375 787	3 497 953	3 617 461	3,4	26 080 473	22 728 562	-12,9
Juin	551 779	576 854	5 568 668	5 253 963	-5,7	31 649 141	27 982 525	-11,6
Juillet	576 020	451 683	5 920 314	4 854 236	-18,0	37 569 455	32 836 761	-12,6
Août	602 543	400 380	5 639 547	3 976 249	-29,5	43 209 002	36 813 010	-14,8
Septembre	515 839	443 808	4 926 422	4 791 078	-2,7	48 135 424	41 604 088	-13,6
Octobre	509 993	316 141	4 878 173	2 600 911	-46,7	53 013 597	44 204 999	-16,6
Novembre	290 041	238 736	2 911 134	1 964 097	-32,5	55 924 731	46 169 096	-17,4
Décembre	602 051	456 460	5 635 271	4 265 312	-24,3	61 560 002	50 434 408	-18,1

**Tableau 17 : Évolution de l'exportation de Gaz en Guinée Equatoriale**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN TONNES		VOLUME MENSUEL EN BARILS			VOLUME CUMULE EN BARILS		
	2 020	2 021	2 020	2 021	Var 20/21	2 020	2 021	Var 20/21
Janvier	518 756	374 577	4 267 844	3 081 672	-27,79	4 267 844	3 081 672	-27,79
Février	546 328	345 565	4 494 679	2 842 988	-36,75	8 762 523	5 924 660	-32,39
Mars	526 934	681 169	4 335 121	5 604 020	29,27	13 097 645	11 528 680	-11,98
Avril	507 673	660 508	4 176 662	5 434 040	30,10	17 274 307	16 962 720	-1,80
Mai	591 480	624 877	4 866 146	5 140 909	5,65	22 140 453	22 103 629	-0,17
Juin	423 849	678 334	3 487 036	5 580 700	60,04	25 627 489	27 684 329	8,03
Juillet	518 311	654 200	4 264 178	5 382 146	26,22	29 891 667	33 066 475	10,62
Août	482 212	715 713	3 967 191	5 888 220	48,42	33 858 858	38 954 695	15,05
Septembre	430 864	583 354	3 544 744	4 799 291	35,39	37 403 602	43 753 986	16,98
Octobre	472 922	88 865	3 890 764	731 097	-81,21	41 294 366	44 485 083	7,73
Novembre	448 245	571 110	3 687 738	4 698 564	27,41	44 982 104	49 183 647	9,34
Décembre	409 575	567 842	3 369 600	4 671 673	38,64	48 351 704	53 855 320	11,38

Tableau 18 : *Évolution de l'activité électrique en Guinée Equatoriale*

PERIODE	PRODUCTION ELECTRIQUE en milliers Kwh					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	91 138,48	91 114,90	-0,03	91 138,48	91 114,90	0,0
Févr	95 440,25	95 507,43	0,07	186 578,73	186 622,34	0,0
Mars	99 128,78	96 610,09	-2,54	285 707,51	283 232,42	-0,9
Avr	94 183,52	90 920,98	-3,46	379 891,03	374 153,40	-1,5
Mai	92 821,17	90 840,64	-2,13	472 712,20	464 994,04	-1,6
Juin	79 235,20	88 439,31	11,62	551 947,40	553 433,34	0,3
Juil	83 485,93	83 405,71	-0,10	635 433,33	636 839,05	0,2
Août	81 907,85	81 136,92	-0,94	717 341,18	717 975,97	0,1
Sept	80 206,66	81 490,81	1,60	797 547,84	799 466,78	0,2
Oct	85 673,07	85 638,51	-0,04	883 220,90	885 105,29	0,2
Nov	82 821,94	87 476,49	5,62	966 042,84	972 581,78	0,7
Déc	91 966,68	89 601,61	-2,57	1 058 009,53	1 062 183,39	0,4

PERIODE	CONSOMMATION ELECTRIQUE en milliers Kwh					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	147 970,98	114 392,69	-22,69	147 970,98	114 392,69	-22,7
Févr	170 802,11	115 138,02	-32,59	318 773,09	229 530,71	-28,0
Mars	167 985,38	115 389,56	-31,31	486 758,47	344 920,27	-29,1
Avr	149 124,88	120 255,55	-19,36	635 883,35	465 175,82	-26,8
Mai	158 120,36	60 109,46	-61,98	794 003,70	525 285,28	-33,8
Juin	160 655,03	65 367,88	-59,31	954 658,73	590 653,16	-38,1
Juil	177 111,28	123 173,09	-30,45	1 131 770,02	713 826,24	-36,9
Août	167 779,51	123 601,40	-26,33	1 299 549,53	837 427,64	-35,6
Sept	136 996,81	123 653,08	-9,74	1 436 546,34	961 080,72	-33,1
Oct	109 117,76	124 484,29	14,08	1 545 664,09	1 085 565,02	-29,8
Nov	113 327,19	123 728,88	9,18	1 658 991,28	1 209 293,90	-27,1
Déc	113 736,12	143 497,26	26,17	1 772 727,39	1 352 791,16	-23,7

**Tableau 16 : Évolution de la production mensuelle de boisson en Guinée Equatoriale (en hectolitres)**

PERIODE	2020	2021	Var 18/19	2020	2021	Var 20/21	2020	2021	Var 20/21
	Bières			B. Sucrés			Vin		
Janvier	18 381	16 900	-8,1	7 120	7 077	-0,6	10 407	8 408	-19,2
Février	35 013	36 654	4,7	17 656	14 367	-18,6	20 918	16 883	-19,3
Mars	56 961	62 055	8,9	23 887	21 870	-8,4	29 453	25 134	-14,7
Avril	72 351	85 685	18,4	31 976	27 502	-14,0	37 904	33 384	-11,9
Mai	87 746	111 112	26,6	37 316	36 123	-3,2	46 212	42 395	-8,3
Juin	111 370	134 258	20,6	44 596	42 577	-4,5	54 759	52 151	-4,8
Juillet	129 177	163 360	26,5	52 250	50 955	-2,5	61 625	63 249	2,6
Août	150 798	190 892	26,6	58 017	67 012	15,5	69 648	78 457	12,6
Septembre	176 704	216 044	22,3	61 904	86 867	40,3	78 566	92 169	17,3
Octobre	198 910	244 094	22,7	68 765	98 965	43,9	87 274	99 401	13,9
Novembre	222 994	268 829	20,6	74 874	109 222	45,9	96 049	109 843	14,4
Décembre	244 809	300 798	22,9	80 767	121 499	50,4	104 600	120 323	15,0

**Tableau 20 : Évolution de la vente de Gas domestique en Guinée Equatoriale**

PERIODE	VENTE MENSUEL DU GAS DOMESTIQUE en KG					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	502 913	661 685	31,57	502 913	661 685	31,57
Févr	494 942	660 316	33,41	997 855	1 322 001	32,48
Mars	561 507	710 700	26,57	1 559 362	2 032 701	30,35
Avr	552 382	692 769	25,41	2 111 744	2 725 470	29,06
Mai	520 122	671 719	29,15	2 631 866	3 397 189	29,08
Juin	506 822	718 273	41,72	3 138 688	4 115 462	31,12
Juil	667 341	679 366	1,80	3 806 029	4 794 828	25,98
Août	647 858	718 516	10,91	4 453 887	5 513 344	23,79
Sept	643 960	673 995	4,66	5 097 847	6 187 339	21,37
Oct	669 554	764 070	14,12	5 767 401	6 951 409	20,53
Nov	670 354	825 170	23,09	6 437 755	7 776 579	20,80
Déc	743 886	731 432	-1,67	7 181 641	8 508 011	18,47

PERIODE	VENTE MENSUEL DU GAS DOMESTIQUE en F.CFA.					
	2020	2021	Var.20/21	Cumul 2020	Cumul 2021	Var.20/21
Janv	273	325	19,14	273	325	19,14
Févr	271	323	19,01	544	648	19,08
Mars	317	356	12,06	861	1 003	16,49
Avr	308	365	18,53	1 169	1 368	17,03
Mai	283	350	23,59	1 453	1 719	18,31
Juin	280	373	33,42	1 733	2 092	20,75
Juil	319	358	12,07	2 052	2 450	19,40
Août	314	377	20,18	2 366	2 827	19,50
Sept	355	359	1,31	2 720	3 186	17,13
Oct	322	369	14,60	3 042	3 555	16,86
Nov	319	387	21,43	3 361	3 942	17,30
Déc	360	359	-0,43	3 721	4 301	15,58

**Tableau 21 : Évolution de ventes des produits raffinés en Guinée Equatoriale (en hectolitres)**

PERIODE	VOLUME MENSUEL EN MILIERS DE LITRES			VOLUME CUMULE EN MILIERS DELITRES		
	2 020	2 021	var 20/21	2 020	2 021	var 20/21
Janvier	23 110	21 315	-7,76	23 110	21 315	-7,76
Février	21 783	19 392	-10,98	44 893	40 707	-9,32
Mars	22 027	20 821	-5,48	66 919	61 528	-8,06
Avril	15 375	18 627	21,15	82 295	80 155	-2,60
Mai	14 351	19 887	38,57	96 646	100 042	3,51
Juin	17 758	22 104	24,47	114 404	122 145	6,77
Juillet	21 169	23 426	10,66	135 573	145 572	7,38
Août	19 544	23 026	17,82	155 116	168 598	8,69
Septembre	20 153	23 176	15,00	175 270	191 774	9,42
Octobre	20 313	21 747	7,06	195 582	213 522	9,17
Novembre	19 156	22 672	18,36	214 739	236 194	9,99
Décembre	20 228	25 754	27,32	234 967	261 948	11,48

PERIODE	VENTE MENSUEL EN FCFA			VENTE CUMULE EN FCFA		
	2 020	2 021	var 20/21	2 020	2 021	var 20/21
Janvier	9 643	8 817	-8,57	9 643	8 817	-8,57
Février	9 073	10 864	19,74	18 717	19 681	5,15
Mars	9 251	9 130	-1,31	27 968	28 811	3,01
Avril	6 870	7 821	13,84	34 838	36 632	5,15
Mai	6 256	8 212	31,28	41 094	44 844	9,13
Juin	7 620	9 219	20,98	48 713	54 063	10,98
Juillet	8 149	10 152	24,58	56 863	64 215	12,93
Août	7 641	12 191	59,55	64 503	76 406	18,45
Septembre	8 579	10 060	17,27	73 082	86 467	18,31
Octobre	8 800	9 581	8,89	81 882	96 048	17,30
Novembre	8 268	10 198	23,34	90 150	106 246	17,85
Décembre	8 640	11 255	30,26	98 791	117 501	18,94

**Tableau 22 : Évolution du chiffre d'affaires des sociétés commerciales en Guinée Equatoriale (en millions de FCFA)**

PERIODE	Evolution Mensuel en millions FCFA			Evolution Cumulée en millions de FCFA		
	2 020	2 021	Var.20/21	2 020	2 021	Var.20/21
Janv	13 272,68	12 102,67	-8,8	13 272,68	12 102,67	-8,8
Févr	11 677,92	11 184,02	-4,2	24 950,60	23 286,70	-6,7
Mars	12 688,44	13 203,28	4,1	37 639,05	36 489,97	-3,1
Avr	12 891,16	12 677,11	-1,7	50 530,21	49 167,08	-2,7
Mai	12 094,57	12 899,82	6,7	62 624,77	62 066,90	-0,9
Juin	12 240,57	12 652,18	3,4	74 865,34	74 719,08	-0,2
Juil	12 751,45	13 642,33	7,0	87 616,79	88 361,41	0,8
Août	13 804,67	14 216,34	3,0	101 421,47	102 577,75	1,1
Sept	13 142,94	13 009,88	-1,0	114 564,41	115 587,63	0,9
Oct	13 558,59	13 433,23	-0,9	128 123,00	129 020,87	0,7
Nov	14 267,28	13 075,01	-8,4	142 390,28	142 095,87	-0,2
Déc	17 721,89	17 529,43	-1,1	160 112,16	159 625,30	-0,3

Tableau 17 : Évolution du secteur hôtelier en Guinée Equatoriale

Mois	Taux d'occupation			Chiffres d'affaires Global		
	2020	2021		2020	2021	Var. 20/21
Janv	28,3	35,2		817	1 096	34,10
Févr	31,5	35,8		1 742	2 044	17,37
Mars	26,7	35,9		2 158	3 052	41,45
Avr	23,2	34,3		2 582	3 955	53,18
Mai	24,0	34,6		3 527	5 026	42,51
Juin	23,7	34,3		4 236	5 954	40,56
Juil	24,7	34,2		5 290	6 888	30,21
Août	26,4	34,5		6 420	7 877	22,69
Sept	27,4	34,7		7 402	8 843	19,46
Oct	29,5	34,2		8 755	9 864	12,67
Nov	31,5	34,0		10 248	10 968	7,02
Dic	32,4	33,6		11 411	12 038	5,49

Tableau 18: Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)

( en millions de FCFA)

	déc-19	2020			2021					VARIATIONS	
		juin	septembre	décembre	mars	juin	septembre	novembre	décembre	Déc/Nov 21	Déc 21/20
AVOIRS EXTERIEURS NETS	- 76 963	- 108 452	- 164 934	- 245 921	- 265 554	- 264 111	- 112 313	- 141 679	- 151 275	-6,77%	38,49%
CREDIT INTERIEUR	1 327 138	1 558 731	1 550 806	1 653 660	1 632 155	1 599 892	1 475 380	1 489 898	1 393 639	-6,46%	-15,72%
Créances nettes sur l'Etat	384 221	629 504	629 504	711 131	692 332	683 428	575 175	579 121	479 666	-17,17%	-32,55%
Dont : PNG	446 883	691 682	691 682	769 934	751 860	732 266	607 447	625 730	529 034	-15,45%	-31,29%
Crédit à l'Economie	942 917	929 227	921 302	942 529	939 823	916 464	900 205	910 777	913 973	0,35%	-3,03%
<b>TOTAL</b>											
RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 250 175	1 450 279	1 385 872	1 407 739	1 366 601	1 335 781	1 363 067	1 348 219	1 242 364	-7,85%	-11,75%
MASSE MONETAIRE	1 070 435	1 043 814	1 000 575	995 612	995 612	965 800	1 012 087	1 001 573	999 575	-0,20%	0,40%
AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets	179 717	164 218	124 837	407 106	411 110	370 043	350 980	346 646	242 789	-29,96%	-40,36%

**Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets**
*( en millions de FCFA)*

	déc-19	2020			2021					Variation	
		juin	septembre	décembre	mars	juin	septembre	novembre	décembre	Déc/Nov 21	Déc 21/20
<b>AVOIRS EXTERIEURS BRUTS</b>	<b>172 735</b>	<b>146 691</b>	<b>137 866</b>	<b>140 127</b>	<b>120 305</b>	<b>113 963</b>	<b>241 929</b>	<b>318 713</b>	<b>213 186</b>	<b>-33,11%</b>	<b>52,14%</b>
BEAC	20 875	22 818	30 723	29 954	9 228	7 677	144 014	146 391	25 251	<b>-82,75%</b>	<b>-15,70%</b>
- dont Compte d'opérations et Compte Spécial de Nivellement	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
BANQUES COMMERCIALES	151 860	123 873	107 143	110 173	111 077	106 286	97 915	172 322	187 935	<b>9,06%</b>	<b>70,58%</b>
- SGB-GE	7 542	6 502	5 337	13 229	5 217	10 139	10 133	18 505	22 820	<b>23,32%</b>	<b>72,50%</b>
- CCEI BANK GE	38 421	36 208	36 068	34 803	34 296	32 981	31 788	96 078	94 075	<b>-2,08%</b>	<b>170,31%</b>
- BGFI BANK	76 014	60 954	46 049	44 432	49 871	45 878	33 481	39 490	50 486	<b>27,85%</b>	<b>13,63%</b>
- BANGE	8 527	1 927	1 398	2 261	7 307	136	2 703	2 503	1 880	<b>-24,89%</b>	<b>-16,85%</b>
- ECOBANKGE	21 356	18 282	18 291	15 448	14 386	17 152	19 810	15 746	18 674	<b>18,60%</b>	<b>20,88%</b>
<b>ENGAGEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>249 698</b>	<b>255 143</b>	<b>302 800</b>	<b>386 048</b>	<b>385 859</b>	<b>378 074</b>	<b>354 242</b>	<b>460 392</b>	<b>364 461</b>	<b>-20,84%</b>	<b>-5,59%</b>
BEAC	145 860	145 040	196 082	292 340	294 732	284 549	263 379	291 832	209 810	<b>-28,11%</b>	<b>-28,23%</b>
- dont Compte d'opérations	95 559	94 251	147 574	244 845	245 924	235 578	94 323	119 614	38 032	<b>-68,20%</b>	<b>-84,47%</b>
Recours aux crédits FMI	23 743	23 601	23 096	22 743	23 220	23 059	23 375	23 683	23 773	<b>0,38%</b>	<b>4,53%</b>
BANQUES COMMERCIALES	103 838	110 103	106 718	93 708	91 127	93 525	90 863	168 560	154 651	<b>-8,25%</b>	<b>65,04%</b>
- SGB-GE	1 890	8 700	5 458	4 425	10 004	11 001	6 918	18 524	2 683	<b>-85,52%</b>	<b>-39,37%</b>
- CCEI BANK GE	79 593	72 418	71 475	70 243	66 641	66 692	65 718	126 296	126 081	<b>-0,17%</b>	<b>79,49%</b>
- BGFI BANK	11 998	16 934	16 727	9 683	7 634	8 373	7 500	16 837	15 357	<b>-8,79%</b>	<b>58,60%</b>
- BANGE	769	3 163	994	685	182	1 422	4 588	581	107	<b>-81,58%</b>	<b>-84,38%</b>
- ECOBANKGE	9 588	8 888	12 064	8 672	6 666	6 037	6 139	6 322	10 423	<b>64,87%</b>	<b>20,19%</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>- 76 963</b>	<b>-108 452</b>	<b>- 164 934</b>	<b>- 245 921</b>	<b>- 265 554</b>	<b>- 264 111</b>	<b>- 112 313</b>	<b>- 141 679</b>	<b>- 151 275</b>	<b>-6,77%</b>	<b>38,49%</b>

**Tableau 20 : Evolution des créances nettes sur l'Etat (en millions FCFA)**

(en millions de FCFA)

	déc-19	2020			2021					Variation	
		juin	Septembre	Décembre	mars	juin	septembre	novembre	décembre	Déc/Nov 21	Déc 21/20
<b>BEAC</b>	384 135	411 186	429 375	487 724	490 314	509 497	360 106	398 158	330 039	-17,11%	-32,33%
<b>Créances</b>	608 979	608 861	608 802	608 743	610 732	608 703	651 071	654 089	652 340	-0,27%	7,16%
Avance en Comptes Courants (art.21)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avance exceptionnelle au Trésor	-	-	-	-	-	-	42 368	43 357	43 637	0,65%	100,00%
Avance Consolidées sur l'Etat	608 979	608 861	608 802	608 743	610 732	608 703	608 703	610 732	608 703	-0,33%	-0,01%
<b>Engagements</b>	- 224 844	- 197 675	- 179 427	- 121 019	- 120 418	- 99 206	- 290 965	- 255 931	- 322 301	-25,93%	-166,32%
Dépôts et Encaisses de l'Etat	- 224 844	- 197 675	- 179 427	- 121 019	- 120 418	- 99 206	- 290 965	- 255 931	- 322 301	-25,93%	-166,32%
<b>RECOURS AUX RESSOURCES DU FMI</b>	23 743	23 601	23 096	22 743	23 220	23 059	23 375	23 683	23 773	0,38%	4,53%
<b>BANQUES COMERCIALES</b>	- 23 657	181 445	177 033	200 664	178 798	150 872	191 694	157 280	125 854	-19,98%	-37,28%
<b>Créances</b>	141 904	390 116	390 365	400 773	397 540	405 492	414 103	391 011	372 174	-4,82%	-7,14%
Gouvernement	138 246	385 999	388 218	397 874	395 397	403 536	398 754	387 833	369 052	-4,84%	-7,24%
Trésor	6 640	10 631	10 631	10 630	9 930	-	8 506	8 026	7 782	-3,04%	-26,79%
Bons de Trésor et assimilés	123 462	368 271	370 732	380 571	379 059	388 273	384 394	374 074	355 615	-4,93%	-6,56%
Autres crédits au Gouvernement	8 144	7 097	6 855	6 673	6 408	15 263	5 854	5 733	5 655	-1,36%	-15,26%
Organismes Publis	3 658	4 117	2 147	2 899	2 143	1 956	15 349	3 178	3 122	-1,76%	7,69%
Dépôts et Engagements de l'Etat	- 165 561	- 208 671	- 213 332	- 200 109	- 218 742	- 254 620	- 222 409	- 233 731	- 246 320	5,39%	-23,09%
<b>CREANCES NETTES SUR L'ETAT</b>	384 221	616 232	629 504	711 131	692 332	683 428	575 175	579 121	479 666	-17,17%	-32,55%
Autres créances nettes sur l'Etat	-62 662	-62 523	-62 178	-58 803	-59 528	-48 838	-32 272	-46 609	-49 368	5,92%	16,05%
<b>Dont: PNG</b>	446 883	678 755	691 682	769 934	751 860	732 266	607 447	625 730	529 034	-15,45%	-31,29%

**Tableau 21 : Evolution des crédits à l'économie (en millions FCFA)**

	déc-19	2020			2021					Variation	
		juin	septembre	décembre	mars	juin	septembre	novembre	décembre	Déc/Nov 21	Dec 21/20
<b>CREDITS A COURT TERME</b>	764 514	745 814	732 144	747 441	751 504	730 653	728 057	756 882	768 303	1,51%	2,79%
SGB-GE	149 432	137 618	131 495	131 302	139 523	129 869	121 695	123 407	129 214	4,71%	-1,59%
CCEI BANK-GE	380 813	387 301	388 519	390 412	392 052	393 666	392 798	422 235	421 687	-0,13%	8,01%
BGFI BANK	107 499	103 293	109 483	108 608	105 867	99 074	101 750	98 124	103 354	5,33%	-4,84%
BANGE	100 878	91 416	80 983	97 338	94 327	88 195	92 038	93 324	94 182	0,92%	-3,24%
ECOBANKGE	25 892	26 186	21 664	19 781	19 735	19 849	19 776	19 792	19 866	0,37%	0,43%
<b>CREDITS A MOYEN TERMES</b>	155 837	159 725	163 671	168 791	160 026	163 617	149 678	133 412	123 563	-7,38%	-26,80%
SGB-GE	22 930	20 021	19 462	19 737	16 775	16 079	15 880	15 443	12 246	-20,70%	-37,95%
CCEI BANK-GE	46 697	42 172	41 216	38 632	36 050	33 397	34 633	6 754	6 727	-0,40%	-82,59%
BGFI BANK	11 302	10 884	13 558	22 167	21 364	24 076	14 942	25 463	15 065	-40,84%	-32,04%
BANGE	74 653	86 425	89 235	88 049	85 633	89 865	84 038	85 548	89 154	4,22%	1,25%
ECOBANKGE	255	223	200	206	204	200	185	204	371	81,86%	80,10%
<b>CREDITS A LONG TERMES</b>	22 566	23 688	25 487	26 297	28 293	22 194	22 470	20 483	22 107	7,93%	-15,93%
SGB-GE	1 663	1 626	1 547	1 483	1 437	1 391	1 322	1 291	1 276	-1,16%	-13,96%
CCEI BANK-GE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BGFI BANK	2 740	2 706	2 679	2 642	2 569	576	585	578	589	1,90%	-77,71%
BANGE	18 163	19 356	21 261	22 172	24 287	20 227	20 563	18 614	20 242	8,75%	-8,70%
ECOBANKGE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL CREDITS A L'ECONOMIE</b>	942 917	929 227	921 302	942 529	939 823	916 464	900 205	910 777	913 973	0,35%	-3,03%

**Tableau 22 : Evolution et structure de la masse monétaire (en millions FCFA)**

(en millions de FCFA)

	déc-19	2020			2021					Variation	
		juin	septembre	décembre	mars	juin	septembre	novembre	décembre	Déc/Nov 21	Déc 21/20
<b>DISPONIBILITES MONETAIRES</b>	818 444	771 784	749 539	725 301	691 839	702 378	735 696	749 725	836 570	11,58%	15,34%
Monnaie Fiduciaire	166 401	156 270	159 439	179 100	165 661	165 315	163 753	176 350	190 114	7,80%	6,15%
Monnaie Scripturale	652 043	615 514	590 100	546 201	526 178	537 063	571 943	573 375	646 456	12,75%	18,35%
<b>QUASI-MONNAIE</b>	251 991	272 030	251 036	270 311	263 422	263 422	276 391	251 848	163 005	-35,28%	-39,70%
<b>MASSE MONETAIRE</b>	1 070 435	1 043 814	1 000 575	995 612	955 261	965 800	1 012 087	1 001 573	999 575	-0,20%	0,40%

**Tableau 23: Situation comptable**
**A. ACTIF**

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES ACTIF	déc-18	déc-19	2020				2021					TOTAL ZONE	Variation Déc/Nov 21	Variation Déc 21/20
			JUIN	SEPT	NOV.	DÉCEMBRE	JUIN	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE			
<b>DISPONIBILITES EXTERIEURES</b>	- 25 435	- 95 622	- 92 097	- 137 326	- 188 442	-240 012	-248 054	-90 973	-37 028	-115 626	-33 383	3 913 518	71,13%	86,09%
Avoirs Extérieurs à vue	- 25 065	- 92 586	- 89 170	- 132 347	- 183 954	-237 218	-227 285	-89 180	-36 537	-114 214	-32 965	3 875 006	71,14%	86,10%
Billets Etrangers	7 277	2 998	5 081	15 227	14 149	12 727	8 330	5 144	4 187	5 400	5 067	22 508	-6,16%	-60,19%
Correspondants Hors Zone d'Emission						0						54 518		
Trésor Français	- 32 342	- 95 584	- 94 251	- 147 574	- 198 103	-249 945	-235 616	-94 323	-40 724	-119 614	-38 032	3 797 980	68,20%	84,78%
Compte d'Opérations	- 32 342	- 95 584	- 94 251	- 147 574	- 198 103	-249 945	-235 616	-94 323	-40 724	-119 614	-38 032	3 797 980	68,20%	84,78%
Compte Spécial de Nivellement														
Autres Avoirs Extérieurs (SDM)	- 370	- 3 036	- 2 927	- 4 979	- 4 488	-2 794	-20 769	-1 793	-491	-1 412	-418	38 512	70,40%	85,04%
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	- 370	- 3 036	- 2 927	- 4 979	- 4 488	-2 794	-20 769	-1 793	-491	-1 412	-418	38 512	70,40%	85,04%
Opérations sur le Marché Financier														
<b>ENCAISSE-OR</b>						0	0	0	0	0	0	210 053		
<b>FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL</b>	46 991	47 621	47 207	46 450	46 058	45 540	46 087	166 951	166 772	169 037	47 339	715 360	-72,00%	3,95%
Quotes-Parts en devises	30 167	30 705	30 522	29 869	29 658	29 412	29 821	30 230	30 197	30 628	30 745	200 286	0,38%	4,53%
Avoirs en DIS	16 823	16 916	16 685	16 581	16 400	16 128	16 266	136 722	136 575	138 410	16 594	515 075	-88,01%	2,89%
<b>CREANCES SUR LES BANQUES</b>	174 000	105 727	105 000	165 000	177 000	181 000	181 260	170 390	155 000	157 000	171 000	730 681	8,92%	-5,52%
Concours du Marché Monétaire: Guichet A	174 000	105 727	105 000	165 000	177 000	181 000	181 260	170 390	155 000	157 000	171 000	668 257	8,92%	-5,52%
Appels d'Offres												0		
Pensions et Autres	174 000	105 727	105 000	165 000	177 000	181 000	181 260	170 390	155 000	157 000	171 000	668 257	8,92%	-5,52%
Avances à Moyen Terme Irrévocables: Guichet B						0	0	0	0	0	0	62 423		
Créances impayées						0	0	0	0	0	0	0		
<b>CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX</b>	609 155	608 979	608 861	608 802	610 792	608 743	610 732	651 071	652 804	654 089	652 340	3 195 084	-0,27%	7,16%
Avances en comptes courants (art. 18)								0	0	0	0	0		
Avances Exceptionnelles	452							0	0	0	0	0		
Crédits à l'Economie consolidés sur l'Etat	608 703	608 979	608 861	608 802	610 792	608 743	610 732	608 703	609 718	610 732	608 703	2 770 056	-0,33%	-0,01%
Titres détenus à des fins de politique monétaire								42 368	43 087	43 357	43 637	660 086	0,65%	
<b>CONTREPARTIE des ALLOC. de DTS versées aux ETATS</b>												660 086		
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	5 207	6 653	6 554	6 474	6 441	6 298	5 857	5 830	5 919	5 840	5 850	616 694	0,17%	-7,11%
Immobilisations financières	3 135	2 876	3 232	3 385	3 236	3 173	3 264	3 342	3 168	3 134	3 186	197 620	1,68%	0,41%
Créances sur le Personnel	3 135	2 876	3 232	3 385	3 236	3 173	3 264	3 342	3 168	3 134	3 186	49 052	1,68%	0,41%
Créances sur les Autres Banques Centrales												0		
Titres de Participations												42 730		
Autres Immobilisations Financières												105 838		
Immobilisations Incorporelles												13 241		
Immobilisations Corporelles	2 073	3 778	3 321	3 089	3 205	3 125	2 594	2 488	2 751	2 707	2 664	384 772	-1,58%	-14,74%
Autres Valeurs Immobilisées												21 061		
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	3 354	3 396	3 142	11	31	66	3 082	15	15	14	86	2 648	532,92%	30,09%
Avances diverses au Personnel	43	21	14	14	14	12	9	15	15	14	33	503	143,06%	165,24%
Autres Débiteurs Divers	- 4	- 4	4	- 2	- 2	-4	0	0	0	0	0	-1 023		100,00%
Comptes de Régulations - Actif	3 315	3 378	3 125	-	20	58	3 073	0	0	0	53	3 168		-7,85%
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>813 273</b>	<b>676 753</b>	<b>678 667</b>	<b>689 411</b>	<b>651 880</b>	<b>601 636</b>	<b>598 964</b>	<b>903 285</b>	<b>943 482</b>	<b>870 355</b>	<b>965 770</b>	<b>10 044 124</b>	<b>10,96%</b>	<b>60,52%</b>

**Situation comptable :**  
**B. PASSIF**

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES PASSIF	déc-18	déc-19	2020				2021					TOTAL ZONE	Variation Déc/Nov 21	Variation Déc 21/20
			JUIN	SEPT	NOV.	DÉCEMBRE	JUIN	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE			
<b>BILLETTS ET PIÈCES EN CIRCULATION</b>	197 758	207 729	198 771	203 897	210 332	219 157	206 435	209 549	211 377	215 892	229 932	4 098 604	6,50%	4,92%
<b>TRESOR ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX</b>	156 119	224 254	195 489	178 698	160 217	119 162	111 206	289 386	336 762	252 715	319 429	1 075 665	26,40%	168,06%
Comptes courants	70 937	49 781	65 572	45 005	53 344	39 287	38 440	96 404	82 178	87 982	200 394	569 046	127,77%	410,08%
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	1 785	120 795	70 793	50 791	12 794	2 786	2 786	47 788	89 590	72 294	8 138	162 935	-88,74%	192,10%
Fonds de Réserves pour Générations Futures	46 327	46 512	46 589	70 479	70 510	70 541	47 729	42 700	42 541	42 552	42 680	50 952	0,30%	-39,50%
Dépôts spéciaux	37 071	7 167	12 535	12 423	23 568	6 548	22 251	102 493	122 453	49 888	68 218	292 732	36,74%	941,87%
												0		
<b>BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES</b>	375 299	162 544	213 837	234 289	202 997	184 510	212 080	211 646	200 449	201 479	214 513	2 212 467	6,47%	16,26%
Banques et Institutions Étrangères	25 249	25 690	26 115	26 115	26 115	24 608	24 705	24 705	24 705	24 705	25 723	166 689	4,12%	4,53%
Banques et Institutions Financières de la Zone d'Émis	350 050	136 855	187 722	208 174	176 882	159 902	187 375	186 941	175 744	176 774	188 791	2 045 778	6,80%	18,07%
Comptes courants	278 315	63 941	111 689	138 475	105 452	87 100	115 534	113 270	102 073	104 144	116 270	1 136 531	11,64%	33,49%
Dépôts et placements sur marché monétaire												80 055		
Comptes de Réserves Obligatoires	71 735	72 914	76 033	69 699	71 430	72 802	71 841	73 671	73 671	72 630	72 521	829 086	-0,15%	-0,39%
Autres Comptes des Établissements de Crédit												106		
<b>AUTRES COMPTES COURANTS</b>	1 466	2 494	2 813	1 523	2 560	1 323	2 211	1 262	1 435	2 208	1 043	168 514	-52,75%	-21,15%
												0		
<b>FMI: ALLOCATION des DTS</b>	24 923	25 367	25 216	24 676	24 502	24 299	24 636	145 457	145 301	147 373	147 936	1 267 029	0,38%	508,83%
												0		
<b>EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME</b>												17 705		
<b>AUTRES PASSIFS</b>												66 209		
<b>PROVISIONS</b>												30 104		
<b>REPORT A NOUVEAU</b>												0		
<b>RESERVES</b>	- 1 911	- 1 911	- 2 739	- 3 268	- 3 419	- 2 088	- 1 893	- 1 601	- 1 624	- 1 320	- 2 256	752 452	-70,91%	8,04%
<b>CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION</b>						0	0	0	0	0	0	88 000		
<b>CREDITEURS DIVERS</b>	172	17	115	156	143	-73	-79	-56	-8	96	329	21 466	242,34%	-548,97%
<b>TRANSFERTS NON DENOUES</b>						1 769	0	0	0	0	1 539	22 785		-11,87%
<b>COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF</b>	43 203	37 726	35 248	34 645	35 819	33 264	30 758	29 148	28 833	28 692	32 079	155 556	11,81%	-3,56%
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	16 244	18 567	10 148	15 107	19 016	20 315	13 609	18 495	20 956	23 219	21 205	67 569	-8,68%	4,38%
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	813 273	676 753	678 667	689 411	651 880	601 636	598 964	903 285	943 482	870 355	965 770	10 044 124	10,96%	60,52%
Taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs (%)														

**Tableau 24 : Operations principales d'injections de liquidité - septembre 2021 (en millions FCFA)**

<b>Table 01,- Operations principales d'injection de liquidité - Décembre 2021 (en millions FCFA)</b>					
<b>Resultats globaux des adjudications</b>	<b>Appel D'offres n° 49</b>	<b>Appel D'offres n° 50</b>	<b>Appel D'offres n°51</b>	<b>Appel D'offres n° 52</b>	<b>TOTAL</b>
Montant mis en adjudication CEMAC	230 000	230 000	230 000	230 000	<b>920 000</b>
Montant total des offres exprimés CEMAC	241 086	260 469	297 966	371 573	<b>1 171 094</b>
Montant total des offres exprimés Ets en GE	19 000	19 000	22 000	32 000	<b>92 000</b>
Montant total servie CEMAC	230 000	230 000	230 000	230 000	<b>920 000</b>
Montant total servie Ets GE	19 000	19 000	22 000	32 000	<b>92 000</b>
Taux de souscription CEMAC	104,82%	113,25%	129,55%	161,55%	
Taux minimum proposé CEMAC	3,80%	3,85%	3,50%	3,90%	
Taux maximum proposé Ets en GE	3,85%	3,90%	4,20%	4,20%	
Taux marginal de l'adjudication CEMAC	3,80%	3,90%	3,93%	3,97%	
Taux moyen ponderé des soumissions CEMAC	3,89%	3,94%	3,99%	4,05%	
Taux moyen ponderé des montants adjudés CEMAC	3,89%	3,94%	4,02%	4,10%	
Source: BEAC					

**Tableau 25 : Evolution mensuelle de l'encours globale des injections de liquidité (en millions FCFA)**

sept-20	157 000
oct-20	172 000
nov-20	176 000
déc-20	181 000
janv-21	184 000
févr-21	179 000
mars-21	197 000
avr-21	182 000
mai-21	183 000
juin-21	178 000
juil-21	179 000
août-21	179 000
sept-21	170 000

**Tableau 24 : Evolution mensuelle de l'encours globale des titres publics (en millions FCFA)**

sept-20	489 122
oct-20	500 241
nov-20	520 660
déc-20	530 469
janv-21	531 936
févr-21	533 937
mars-21	535 995
avr-21	552 330
mai-21	554 130
juin-21	564 751
juil-21	670 816
août-21	661 979
sept-21	669 518

Tableau 26 : Titres publics émis (en millions FCFA)

<b>Septembre 2019-Septembre 2020</b>		Montant émi	Montant Mobilisé
<b>4-sept.-20</b>	<b>GQ 1300000684 BTA-52 04-SEPT-2020</b>	15 000	15 000
<b>25-sept.-20</b>	<b>GQ 1300000692 BTA-52 25-SEPT-2020</b>	15 000	15 000
<b>10-oct.-20</b>	<b>GQ 1300000700 BTA-52 09-OCTO-2020</b>	15 000	15 000
<b>16-oct.-20</b>	<b>GQ 1300000718 BTA-52 16-OCTO-2020</b>	15 000	10 131
<b>8-janv.-21</b>	<b>GQ 1300000734 BTA-52 08-JANV-2021</b>	15 000	3 000
<b>22-janv.-21</b>	<b>GQ 1300000742 BTA-52-22-JANV-2021</b>	15 000	10 533
<b>5-févr.-21</b>	<b>GQ 1300000759 BTA-52-05-FEVR-2020</b>	15 000	12 999
<b>28-août-20</b>	<b>GQ 1200000032 BTA-26-28-AOÛT-2020</b>	15 000	12 000
<b>12-mars-21</b>	<b>GQ 1300000767 BTA-52-12-MARS-2021</b>	15 000	15 000
<b>26-mars-21</b>	<b>GQ 1300000775 BTA-52-26-MARS-2021</b>	15 000	7 042
<b>2-avr.-21</b>	<b>GQ 1300000783 BTA-52-02-AVRIL-2021</b>	15 000	15 000
<b>16-avr.-21</b>	<b>GQ 1300000791 BTA-52-16-AVRIL-2021</b>	15 000	12 100
<b>07-mai-21</b>	<b>GQ 1300000809 BTA-52-07-MAI-2021</b>	15 000	10 200
<b>2-juil.-21</b>	<b>GQ 1300000817 BTA-52-02-JUIL-2021</b>	15 000	8 000
<b>9-juil.-21</b>	<b>GQ 1300000825 BTA-52-09-JUIL-2021</b>	15 000	10 935
<b>06-août-21</b>	<b>GQ 1300000833 BTA-52-06-AOÛT-2021</b>	15 000	15 000
<b>27-août-21</b>	<b>GQ 1300000841 BTA-52-27-AOÛT-2021</b>	15 000	15 000
<b>3-sept.-21</b>	<b>GQ 1300000858 BTA-52-03-SEPT-2021</b>	20 000	15 000
<b>24-sept.-21</b>	<b>GQ 1300000866 BTA-52-24-SEPT-2021</b>	30 000	23 182
		<b>305 000</b>	<b>240 122</b>

Tableau 27: Titres publics émis (en millions FCFA)

<b>septembre 2020-septembre 2021</b>		Montant emi	Montant Mobilisé
<b>3-sept.-21</b>	<b>GQ1300000858 BTA-52-03-SEPT-2021</b>	20 000	15 000
<b>24-sept.-21</b>	<b>GQ1300000866 BTA-52-24-SEPT-2021</b>	30 000	23 182
<b>8-oct.-21</b>	<b>GQ1300000874 BTA-52-08-OCTO-2021</b>	30 000	23 182
<b>15-oct.-21</b>	<b>GQ1300000882 BTA-52-15-OCTO-2021</b>	15 000	8 200
<b>29-oct.-21</b>	<b>GQ1300000890 BTA-52-29-OCTO-2021</b>	20 000	2 600
<b>12-nov.-21</b>	<b>GQ1300000908 BTA-52-12-NOVE-2021</b>	20 000	11 191
<b>26-nov.-21</b>	<b>GQ1300000916 BTA-52-26-NOVE-2021</b>	30 000	9 228
<b>10-déc.-21</b>	<b>GQ1300000924 BTA-52-10-DECE-2021</b>	20 000	9 809
<b>21-janv.-22</b>	<b>GQ1300000932 BTA-52-21-JANV-2022</b>	15 000	15 000
<b>4-févr.-22</b>	<b>GQ1300000940 BTA-52-04-FEVR-2022</b>	15 000	15 000
<b>11-mars-22</b>	<b>GQ1300000957 BTA-52-11-MARS-2022</b>	15 000	15 000
<b>25-mars-22</b>	<b>GQ1300000965 BTA-52-25-MARS-2022</b>	10 000	9 100
<b>1-avr.-22</b>	<b>GQ1300000973 BTA-52-01-AVRI-2022</b>	20 000	13 435
<b>15-avr.-22</b>	<b>GQ1300000981 BTA-52-15-AVRI-2022</b>	15 000	15 000
<b>22-avr.-22</b>	<b>GQ1300000999 BTA-52-22-AVRI-2022</b>	15 000	15 000
<b>13-mai-22</b>	<b>GQ1300001005 BTA-52-13-MAI-2022</b>	15 000	12 000
<b>10-juin-22</b>	<b>GQ1300001013 BTA-52-10-JUIN-2022</b>	15 000	10 621
<b>1-juil.-22</b>	<b>GQ1300001021 BTA-52-01-JUIL-2022</b>	20 000	20 000
<b>9-juil.-24</b>	<b>GQ2J00000024 OTA -3 ANS 7% 09-JUIL-2024</b>	55 000	55 000
<b>30-juil.-25</b>	<b>GQ2K00000021 OTA -4 ANS 7% 30-JUIL-2025</b>	50 000	50 000
<b>27-août-25</b>	<b>GQ2K00000039 OTA -4 ANS 7% 27-AOÛT-2025</b>	70 000	21 164
<b>3-sept.-25</b>	<b>GQ2K00000047 OTA -4 ANS 7% 03-SEPT-2025</b>	55 000	31 732
<b>23-sept.-22</b>	<b>GQ1300001039 BTA - 52 BTA 23-SEPT-2022</b>	25 000	13 989
		<b>595 000</b>	<b>414 433</b>

